

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 202**23 avril 1997****SOMMAIRE**

ABC Real Estate Holding S.A., Luxembourg	page 9696	Janes S.A., Luxembourg	9685
Acuazahara (Luxembourg) S.A., Luxembourg	9681	Kader S.A. Holding, Luxembourg	9679
Adamas Investment Fund, Sicav, Luxembourg	9692	Lago S.A., Luxembourg	9694
Aden Invest S.A., Luxembourg	9688	LBE S.A., Luxembourg	9685
A.L.S.A. - WEV, Fonds Commun de Placement	9653	Matisse International S.A., Luxembourg	9694
Amad Holding S.A., Luxembourg	9694	Mecafina S.A., Luxembourg	9682
Anlagen und Beteiligungs AG, Luxembourg	9681	Merck-Finanz AG, Luxembourg	9687
Arbonne Holding S.A., Luxembourg	9691	Michigan S.A., Luxembourg	9694
Armel S.A., Luxembourg	9688	Niramore International S.A., Luxembourg	9686
Banque Générale du Luxembourg S.A., Luxembourg	9680	Nitlux AG, Luxembourg	9683
Belmoco S.A., Luxembourg	9684	Oramalux S.A., Luxembourg	9683
Benodec S.A., Luxembourg	9687	Peiperleck S.A., Luxembourg	9678
Briseis S.A., Luxembourg	9682	Photon International S.A., Luxembourg	9688
Carcani S.A., Luxembourg	9682	Placindus S.A., Luxembourg	9681
Cash Invest, Sicav, Luxembourg	9690	Poinsetia S.A., Luxembourg	9685
Cassandra S.A., Luxembourg	9689	Promedent S.A., Esch-sur-Alzette	9676
Catalux S.A., Luxembourg	9689	Restauration S.A., Luxembourg	9677
CDE S.A., Luxembourg	9685	Rigamont Investments S.A., Luxembourg	9683
Cheficomin S.A., Luxembourg	9684	Rio Grande S.A., Luxembourg	9667
CHH Financière S.A., Luxembourg	9689	Rodenber S.A. Holding, Luxembourg	9680
Chronos S.A., Luxembourg	9686	Rose Hill S.A., Luxembourg	9678
C.L.T.-UFA S.A., Luxembourg	9663, 9664, 9666	Scatlux S.A., Luxembourg	9676
Corylus S.A., Luxembourg	9684	(Walter) Schmitt, S.à r.l., Differdange	9677
Deya S.A., Luxembourg	9680	SITA, Société Internationale de Télécommunications	
Dodomar Immo S.A., Luxembourg	9682	Aéronautiques, Luxembourg	9677
Ecupar, Sicav, Luxembourg	9695	Skycom, S.à r.l., Niederdonven	9677
Electrofinna S.A., Luxembourg	9695	S.L. Investments S.A., Luxembourg	9679
Eremis S.A., Luxembourg	9687	Socepal S.A., Luxembourg	9693
Fidelity Funds, Sicav, Luxembourg	9668	Société d'Investissements Hypoténuse S.A., Luxembourg	9690
Fidelity Portfolio Selector, Sicav, Luxembourg	9668	Sok S.A., Luxembourg	9693
Finholding Participations S.A., Luxembourg	9692	SOLUXTER, Société Luxembourgeoise de Terrassement S.A., Luxembourg	9688
Fintiles Investment S.A., Luxembourg	9692	Tartuffo International S.A., Luxembourg	9695
Fitema Participations S.C.A., Luxembourg	9678	Technology Venture Partners S.A., Luxembourg	9681
Fitema S.A., Luxembourg	9678	Tify S.A., Luxembourg	9678
Fraser Holding S.A., Luxembourg	9696	Transmex S.A., Luxembourg	9690
Georose 1, S.à r.l., Mamer	9669, 9670	Transneptune Holding S.A., Luxembourg	9687
Georose 2, S.à r.l., Mamer	9670, 9672	Unit Investments S.A., Luxembourg	9679
Georose 3, S.à r.l., Mamer	9672, 9673	U.P. S.A., Luxembourg	9677
Georose 4, S.à r.l., Mamer	9673, 9674	Valorinvest, Sicav, Luxembourg	9692
Georose 5, S.à r.l., Mamer	9675, 9676	Virdan S.A., Luxembourg	9693
Groupe Assurgarantie Holding S.A., Luxembourg	9686	Volefin S.A., Luxembourg	9686
Gulia Investments S.A., Luxembourg	9691	Zita S.A., Luxembourg	9684
Holdor S.A., Luxembourg	9683	Zork S.A., Luxembourg	9691
International Constructing Holding S.A., Luxembourg	9691		
Iris Garden Finance, S.à r.l., Luxembourg	9650		

IRIS GARDEN FINANCE, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le trente et un décembre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

SUPELLEX AG, société anonyme de droit suisse, avec siège social à CH-8500 Frauenfeld, Bahnhofstrasse 49, représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean Hoss, avocat, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée à Lucerne / Suisse, le 30 décembre 1996, ci-annexée.

Laquelle comparante, ci-après désignée par «l'actionnaire unique» ou «l'associé unique», représentée comme préindiqué, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit;

I. SUPELLEX AG est à ce jour le seul et unique actionnaire de la société anonyme IRIS GARDEN FINANCE NV, société de droit des Antilles Néerlandaises, avec siège social à Curaçao / Antilles Néerlandaises, au capital social actuel souscrit et libéré de quinze mille huit cents (15.800,-) florins néerlandais.

II. L'actionnaire unique convient de faire abstraction des règles formelles pour tenir une assemblée générale extraordinaire, telles que convocation et ordre du jour, les résolutions à prendre lui étant parfaitement connues.

III. L'actionnaire unique constate que suivant procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire tenue à Curaçao / Antilles Néerlandaises, le 30 décembre 1996, l'assemblée a décidé de transférer le siège social et le principal établissement de la société de Curaçao / Antilles Néerlandaises, à Luxembourg; un extrait dudit procès-verbal restera annexé aux présentes.

IV. L'actionnaire unique prend acte et confirme, pour autant que de besoin, authentiquement la décision de transfert du siège social et du principal établissement de la société de Curaçao, Antilles Néerlandaises, à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et constate que la société a de ce fait adopté la nationalité luxembourgeoise.

V. Il décide de procéder à une refonte intégrale des statuts pour les mettre en concordance avec la loi luxembourgeoise, et d'adopter la forme juridique d'une société à responsabilité limitée.

Il se réfère à une situation bilantaire de la société exprimée en florins néerlandais et en francs luxembourgeois arrêtée au 30 décembre 1996, ci-annexée, qu'il approuve présentement.

Il constate que la valeur nette de la société d'un million sept cent cinq mille neuf cent sept (1.705.907,-) florins néerlandais s'établit en francs luxembourgeois à trente et un millions trois cent douze mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (31.312.599,-) francs luxembourgeois, au cours de change de ce jour d'un (1,-) florin néerlandais pour dix-huit virgule trois mille cinq cent cinquante-quatre (18,3554) francs luxembourgeois, et décide d'arrêter le capital social à trente et un millions trois cent douze mille (31.312.000,-) francs luxembourgeois, qui sera représenté par trente et un mille trois cent douze (31.312) parts sociales de mille (1.000,-) francs luxembourgeois chacune, le solde de cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (599,-) francs luxembourgeois étant affecté à un poste «changement de la monnaie d'expression du capital».

Il décide encore de modifier la dénomination de la société pour adopter celle de IRIS GARDEN FINANCE.

En conséquence, les statuts de la société auront désormais la teneur suivante:

Chapitre I^{er}. - Objet, Dénomination, Siège, Durée

Art. 1^{er}. La société est une société à responsabilité limitée dénommée IRIS GARDEN FINANCE.

La société est régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le siège social est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Le conseil d'administration pourra établir des sièges administratifs, des agences, succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - Capital social, Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un millions trois cent douze mille (31.312.000,-) francs luxembourgeois; il est représenté par trente et un mille trois cent douze (31.312) parts sociales d'une valeur nominale de mille (1.000,-) francs luxembourgeois chacune.

Ces parts sociales appartiennent toutes à l'unique associé:

SUPELLEX AG, société anonyme de droit suisse, avec siège social à CH-8500 Frauenfeld, Bahnhofstrasse 49.

Lorsque et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179(2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 6. Le capital peut être augmenté en une ou plusieurs fois par la création de parts nouvelles, en représentation d'apports en nature ou en espèces, ou encore par la transformation de tout ou partie des réserves en parts nouvelles ou par l'affectation de ces apports ou réserves à l'augmentation de la valeur nominale des parts, le tout en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire.

Les parts sociales nouvelles, qui ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une souscription publique, doivent être entièrement libérées et toutes attribuées lors de leur création.

En cas de création de parts nouvelles payables en numéraire, et sauf décision contraire de l'assemblée générale extraordinaire, les associés ont un droit de préférence à la souscription de ces parts dans la proportion du nombre de parts anciennes que chacun d'eux possède à ce moment. Ce droit s'exercera dans les formes, délais et conditions déterminés par la décision de création. Les parts qui ne seraient pas souscrites par les associés ne peuvent être attribuées qu'à des personnes agréées, aux conditions fixées par l'article 189 alinéa 1^{er} de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée dans la suite.

L'assemblée générale extraordinaire peut aussi décider la réduction du capital social pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen d'un remboursement aux associés, d'un rachat de parts ou d'une réduction de la valeur nominale ou du nombre des parts, le tout dans les limites fixées par la loi.

Art. 7. Les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale à une majorité de trois quarts du capital social.

Entre associés, les parts sociales peuvent être cédées librement.

Art. 8. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre de parts existantes, dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Art. 9. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par l'assemblée générale des associés.

Chapitre III. - Administration

Art. 10. La société est gérée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, nommés par l'assemblée générale des associés pour un terme de six ans au plus et révocables ad nutum par elle. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Le conseil d'administration fonctionne comme organe collégial. Il a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la société et pour la réalisation de l'objet social.

Pour la représentation de la société, la signature individuelle d'un administrateur, d'un administrateur et d'un fondé de pouvoir ou de deux fondés de pouvoir est requise.

Art. 11. Le conseil d'administration peut déléguer certains des pouvoirs et missions qui lui incombent, notamment la gestion journalière, à un ou plusieurs administrateurs, administrateurs-délégués, directeurs généraux, directeurs, fondés de pouvoir ou fondés de pouvoir spéciaux, dont il détermine les fonctions et rémunérations éventuelles.

Il peut créer un comité de direction, formé ou non de membres choisis en son sein, et en détermine les attributions.

Art. 12. Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres; il peut en plus élire un ou plusieurs vice-présidents. En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont remplies par le vice-président ou l'un des vice-présidents et, à défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou de celui qui le remplace. Les convocations sont expédiées au moins dix jours avant la date de la réunion. Le conseil doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent et dans le mois de pareille demande.

Les réunions se tiennent à l'endroit indiqué dans la convocation qui doit contenir l'ordre du jour.

Si tous ses membres sont d'accord avec cette procédure, une décision du conseil d'administration peut également être prise par écrit et sans que les membres du conseil d'administration aient à se réunir.

Art. 13. Les réunions du conseil d'administration sont présidées par le président ou par celui qui le remplace.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si plus de la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Les administrateurs peuvent donner, même par correspondance (lettre, télégramme, télex ou télécopie), procuration à l'un d'entre eux pour les représenter et voter en leurs nom et place, un même membre du conseil ne pouvant représenter plus d'un administrateur; ce mandat n'est valable que pour une seule séance. Les procurations seront annexées au procès-verbal de la réunion.

Toutes les résolutions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés du conseil d'administration.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité au moins des membres présents à la réunion.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont certifiés par le président, par celui qui l'a remplacé, ou par deux administrateurs.

Chapitre IV. - Surveillance

Art. 14. Lorsque la loi l'exige, la surveillance et le contrôle des opérations sociales sont confiés à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixe aussi leur rémunération éventuelle.

La durée des fonctions des commissaires, qui sont révocables à tout moment, ne peut pas dépasser six ans.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Lorsque la loi l'exige, le contrôle des comptes annuels et de la concordance du rapport de gestion avec les comptes annuels est confié à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises désignés par l'assemblée générale. Le ou les réviseurs d'entreprises sont rééligibles. Ils consignent le résultat de leur contrôle dans le rapport requis par la loi du 10 août 1915.

Chapitre V. - Assemblées générales

Section I^{ère} - Dispositions communes à toutes les assemblées générales

Art. 15. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale. Les assemblées générales représentent l'universalité des associés. Leurs décisions sont obligatoires pour tous.

Art. 16. Les associés peuvent être réunis en assemblée générale à toutes les époques de l'année par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut aussi être convoquée:

1. par un ou plusieurs associés représentant le quart au moins du capital social;
2. par le ou les commissaires, à défaut par le conseil d'administration de procéder à cette convocation endéans les quinze jours suivant la demande que le ou les commissaires lui en auront faite par lettre recommandée.

Les associés doivent se réunir en assemblée générale au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes annuels.

Les réunions sont tenues aux jour, heure et lieu désignés dans les convocations.

Art. 17. Les convocations aux assemblées générales sont expédiées dix jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion, par lettres recommandées adressées à chacun des associés.

Elles contiennent l'ordre du jour.

Art. 18. L'ordre du jour de chaque assemblée est arrêté par l'associé ou l'organe de la société qui la convoque.

Il ne peut être mis en délibération que les propositions portées à l'ordre du jour.

Art. 19. L'assemblée est présidée par un membre du conseil d'administration désigné à ces fins par les associés.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par les deux associés présents représentant par eux-mêmes ou comme mandataires le plus grand nombre de parts.

Le bureau nomme un secrétaire choisi ou non parmi les associés.

Art. 20. Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président ou par deux membres du conseil d'administration.

Art. 21. A chaque réunion de l'assemblée générale, il est tenu une feuille de présence.

Elle contient les dénominations et sièges sociaux des associés présents ou représentés et le nombre des parts possédées par chacun d'eux. Cette feuille est signée par tous les associés présents et certifiée par le bureau.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente de parts sociales.

Art. 22. Aucune disposition des présents statuts ne doit être interprétée comme portant atteinte à la possibilité du vote par écrit prévu par l'article 193 alinéa 2 de la loi du 10 août 1915.

Section II - Dispositions spéciales aux assemblées générales ordinaires

Art. 23. Une décision n'est valablement prise que si elle réunit les voix de plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion, les associés sont convoqués une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

L'assemblée générale annuelle entend le rapport de gestion du conseil d'administration ainsi que le rapport du ou des commissaires; elle approuve, redresse ou rejette les comptes annuels; après l'adoption des comptes annuels, elle se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires; elle fixe le dividende à répartir; elle nomme les membres du conseil d'administration et le ou les commissaires. D'une manière générale, l'assemblée générale ordinaire se prononce souverainement sur tous les intérêts de la société et décide sur toutes les questions qui lui sont soumises, pourvu qu'elles n'emportent pas modification aux présents statuts.

Section III - Assemblées générales extraordinaires délibérant sur des modifications aux statuts

Art. 24. Aux assemblées générales extraordinaires délibérant sur des modifications aux statuts, les décisions, pour être valables, doivent être prises par un nombre d'associés représentant à la fois, tant par eux-mêmes que comme mandataires, la majorité du nombre des associés existants et une majorité de trois quarts du capital social.

Chapitre VI. - Exercice social, Inventaire, Comptes annuels, Répartition des bénéfiques, Réserves

Art. 25. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Au 31 décembre de chaque année, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi.

L'inventaire et les comptes annuels sont soumis à l'examen du ou des commissaires.

Art. 26. Le bénéfice net de la société est utilisé comme suit:

1. Cinq pour cent au moins sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement ne sera fait qu'aussi longtemps qu'il sera légalement obligatoire.

2. Le surplus est distribué à titre de dividende aux parts sociales.

Toutefois, avant toute distribution, l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, peut décider de prélever tout ou partie de ce surplus pour l'affecter à un compte de réserve ou à un report à nouveau.

Chapitre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 27. En cas de dissolution de la société, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'assemblée générale. A défaut de pareille désignation, la liquidation sera faite par le conseil d'administration alors en exercice, auquel il sera adjoint, si l'assemblée générale le juge convenable, un ou plusieurs coliquidateurs nommés par elle.

La liquidation se fera conformément aux dispositions de la section VIII de la loi du 10 août 1915.

Art. 28. La société n'est pas dissoute par la faillite ou la dissolution de l'un quelconque des associés.

Chapitre VIII. - Contestations

Art. 29. Pour tous litiges les impliquant et relatifs aux affaires de la société ou à l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, les associés, administrateurs, commissaires, réviseurs d'entreprises et liquidateurs attribuent compétence exclusive aux juridictions du siège social.

VI. L'associé unique constate que la description et la consistance de l'universalité des éléments actif et passif de la société résultent des situations bilantaires arrêtées au 30 décembre 1996 en florins néerlandais et en francs luxembourgeois, rien excepté ni réserve.

VII. Du fait de la transformation de la société en société à responsabilité limitée, le mandat des administrateurs et commissaire actuels est venu à expiration.

En conséquence, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

a) Sont nommés administrateurs, leur mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en 1997:

- Monsieur Maurice Selhorst, administrateur de sociétés, demeurant à Amsterdam / Pays-Bas,
- Madame Ariane Slinger, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Jean-Pierre Wespi, administrateur de sociétés, demeurant à Cugy / Suisse.

b) L'adresse de la société est fixée à L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

Déclaration - Frais

Pour les besoins de l'Administration de l'Enregistrement, la valeur nette de la société d'un million sept cent cinq mille neuf cent sept (1.705.907,-) florins néerlandais, est évaluée à trente et un millions trois cent douze mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (31.312.599,-) francs luxembourgeois.

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes, est estimé à quatre cent mille (400.000,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Hoss, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 1997, vol. 95S, fol. 88, case 3. – Reçu 313.120 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la prédite société sur sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 1997.

R. Neuman.

(04957/226/246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 1997.

A.L.S.A. - WEV, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Art. 1. Der Fonds. Der Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen (fonds commun de placement) nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg. Dabei handelt es sich um ein Sondervermögen (im folgenden «Fondsvermögen» genannt) aller Anteilsinhaber, welches im Namen der Verwaltungsgesellschaft für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilsinhaber (im folgenden «Anteilsinhaber» genannt) durch die ADIG-INVESTMENT LUXEMBURG S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg, mit Sitz in Luxemburg-Stadt (im folgenden «Verwaltungsgesellschaft» genannt) unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Die Anteile werden gemäss dem Gesetz vom 19. Juli 1991 über die Organismen für gemeinsame Anlagen nicht dem Publikum angeboten.

Der Fonds offeriert dem Anleger unter ein und demselben Anlagefonds einen oder mehrere Unterfonds (Umbrella-Konstruktion, fonds commun de placement à compartiments multiples). Die Gesamtheit der Unterfonds ergibt den Fonds. Die einzelnen Unterfonds können sich unterscheiden insbesondere hinsichtlich ihrer jeweiligen Anlagepolitik, ihrer Laufzeit sowie der Währung, auf welche sie lauten. Jeder Anteilsinhaber ist am Fonds durch Beteiligung an einem Unterfonds beteiligt. Alle ausgegebenen Anteile eines Unterfonds haben gleiche Rechte in bezug auf den jeweiligen Unterfonds. Jeder Unterfonds stellt ein eigenständiges Sondervermögen dar, das unter den Anteilsinhabern des Unterfonds im Verhältnis der Zahl der jeweils gehaltenen Anteile des Unterfonds aufgeteilt ist. Die Rechte und Pflichten der Anteilsinhaber eines Unterfonds sind von denen der Anteilsinhaber der anderen Unterfonds getrennt. Dies gilt jedoch nicht im Verhältnis zu Dritten, denen gegenüber das Fondsvermögen insgesamt für alle Verbindlichkeiten der einzelnen

Interfonds einsteht, mit der Massgabe, dass die Verbindlichkeiten jedes Unterfonds demselben in der Berechnung des Inventarwertes zugewiesen werden.

Die Anteile eines jeden Unterfonds werden in Namenszertifikaten verbrieft. Auf den Zertifikaten ist vermerkt, welchem Unterfonds die Anteile zugehören. Die Verwaltungsgesellschaft führt ein Namensregister über die ausgegebenen Anteile.

Die Verwaltungsgesellschaft kann in Übereinstimmung mit Artikel 16 dieses Verwaltungsreglements jederzeit Unterfonds auflegen, zwei oder mehrere Unterfonds zusammenlegen oder bestehende Unterfonds auflösen.

Das Vermögen eines jeden Unterfonds, das von der COMMERZBANK INTERNATIONAL S.A., Luxemburg, als Depotbank (im folgenden Depotbank genannt) verwahrt wird, ist von dem Vermögen der Verwaltungsgesellschaft getrennt zu halten.

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilsinhaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt, dessen jeweils gültige Fassung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg (im folgenden Mémorial genannt), veröffentlicht ist.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilsinhaber das Verwaltungsreglement sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft. Alle Unterfonds werden - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 4 dieses Verwaltungsreglements - durch die Verwaltungsgesellschaft in eigenem Namen, aber ausschliesslich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilsinhaber, verwaltet. Diese Verwaltungsbefugnis erstreckt sich namentlich, jedoch nicht ausschliesslich, auf den Kauf, den Verkauf, den Umtausch und die Annahme von Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten sowie auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten der Unterfonds zusammenhängen. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds insgesamt sowie aller Unterfonds unter Berücksichtigung der Anlagebeschränkungen des Artikels 4 dieses Verwaltungsreglements fest.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder Angestellte mit der täglichen Geschäftsführung betrauen. Für den Fonds insgesamt wird ein beratender Anlageausschuss gebildet.

Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten einen oder mehrere Investment Advisors hinzuziehen.

Soweit gesetzlich zulässig ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt und verpflichtet, in eigenem Namen Ansprüche der Anteilsinhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schliesst die Geltendmachung dieser Ansprüche durch die Anteilsinhaber nicht aus.

Art. 3. Die Depotbank. Die Bestellung der Depotbank erfolgt durch die Verwaltungsgesellschaft.

Die Verwaltungsgesellschaft hat die COMMERZBANK INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme mit Sitz in Luxemburg-Stadt zur Depotbank für den Fonds insgesamt bestellt. Die Depotbank hat die Rechtsform einer Aktiengesellschaft nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg. Sie ist ermächtigt, sämtliche Bankgeschäfte im Grossherzogtum Luxemburg zu betreiben.

Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem luxemburgischen Gesetz über Organismen für gemeinsame Anlagen, dem zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank abgeschlossenen Depotbankvertrag und diesem Verwaltungsreglement.

Die Depotbank oder die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank wird wirksam, wenn eine von der zuständigen Aufsichtsbehörde genehmigte Bank im Grossherzogtum Luxemburg die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich jedoch vor Ablauf einer Frist von zwei Monaten eine neue Depotbank ernennen, welche die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilsinhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss diesem Verwaltungsreglement in vollem Umfang nachkommen.

Alle flüssigen Mittel, Wertpapiere und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte, welche das Vermögen des Fonds insgesamt darstellen, werden von der Depotbank für die Anteilsinhaber in separaten gesperrten Konten oder Depots getrennt für jeden einzelnen Unterfonds verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit dem Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Wertpapieren der Unterfonds beauftragen, sofern diese Wertpapiere an einer ausländischen Börse oder an einem anderen im Ausland befindlichen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden oder nur im Ausland lieferbar sind.

Kredite zu Lasten eines jeden Unterfonds dürfen nur mit Zustimmung der Depotbank zu der Kreditaufnahme und zu den Darlehensbedingungen sowie in der zulässigen Höhe aufgenommen werden.

Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschliesslich im Interesse der Anteilsinhaber. Die Depotbank hat jedoch die Weisungen der Verwaltungsgesellschaft auszuführen, sofern diese nicht gegen gesetzliche Vorschriften, dieses Verwaltungsreglement, den Depotbankvertrag oder den jeweils gültigen Verkaufsprospekt verstossen. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere

- Anteile eines jeden Unterfonds auf den Anteilserwerber gemäss Artikel 6 dieses Verwaltungsreglements unverzüglich und unmittelbar übertragen;
- aus den separaten gesperrten Konten den Kaufpreis für Wertpapiere und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für das Vermögen des jeweiligen Unterfonds erworben worden sind;

- aus den separaten gesperrten Konten Zahlungen leisten im Rahmen von Währungskurssicherungsgeschäften sowie von Tauschgeschäften (Swaps);
- aus den separaten gesperrten Konten bzw. Depots die notwendigen Einschüsse beim Abschluss von Finanzterminkontrakten sowie gegebenenfalls beim Abschluss von Optionsgeschäften leisten;
- Wertpapiere sowie sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte, die für den jeweiligen Unterfonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises aus dessen separaten gesperrten Depots ausliefern oder die Auslieferung veranlassen bzw. diese übertragen oder übertragen lassen;
- aus den separaten gesperrten Depots des jeweiligen Unterfonds den Sperr- bzw. Lieferverpflichtungen nachkommen, die Vermögenswerte dieses Unterfonds betreffen und die sich aus Optionsgeschäften, aus dem Abschluss von Finanzterminkontrakten, von Wertpapierleihgeschäften, von Wertpapierpensionsgeschäften, von Währungskurssicherungsgeschäften sowie von Tauschgeschäften für das Vermögen des jeweiligen Unterfonds ergeben;
- den Rücknahmepreis gemäss Artikel 9 dieses Verwaltungsreglements gegen Rückübertragung und Aufhebung der entsprechenden Anteile unverzüglich und unmittelbar auszahlen.

Die Depotbank wird dafür Sorge tragen, dass:

- alle Vermögenswerte der Unterfonds unverzüglich und unmittelbar auf den separaten gesperrten Konten oder Depots getrennt für jeden einzelnen Unterfonds verbucht werden, insbesondere der Kaufpreis aus dem Verkauf von Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, sämtliche anfallenden Erträge, Entgelte für Wertpapierleihgeschäfte und von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und jeglicher eventueller Ausgabesteuern;
- bei allen Geschäften, die sich auf das Vermögen der Unterfonds beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen auf den separaten gesperrten Konten bzw. Depots des jeweiligen Unterfonds eingeht. Hierzu zählen insbesondere Lieferungen bei Ankauf von Vermögenswerten für den Unterfonds sowie folgende eingehenden Zahlungen und Lieferungen: Zahlungen im Rahmen von Währungskurssicherungsgeschäften sowie Tauschgeschäften, Lieferungen im Rahmen von Tauschgeschäften;
- das Vorhandensein ausreichender flüssiger Mittel überwacht wird, um Verbindlichkeiten aus dem Verkauf von Put-Optionen für das Vermögen jedes Unterfonds jederzeit nachkommen zu können;
- die Erträge des Vermögens jedes Unterfonds den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements gemäss verwendet werden;
- der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Konversion, die Auszahlung und die Aufhebung der Anteile, die für Rechnung der Unterfonds oder durch die Verwaltungsgesellschaft vorgenommen werden, den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements gemäss erfolgen;
- die Berechnung des Netto-Vermögenswertes eines jeden Unterfonds und des Wertes der Anteile gemäss den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements erfolgt;
- Wertpapiere und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden;
- nicht an einer Börse notierte Wertpapiere, verbriefte Rechte und Optionen sowie sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Artikel 5 dieses Verwaltungsreglements angemessen ist und die Gegenleistung im Falle der Veräusserung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich unterschreitet;
- Wertpapiere zu einem zuvor vereinbarten Basispreis erworben oder verkauft werden, wenn dies in Ausübung eines einem Dritten eingeräumten, gesetzlich zulässigen Optionsrechts geschieht;
- die gesetzlichen und im Rahmen dieses Verwaltungsreglements festgelegten Beschränkungen bezüglich der Rechte und Verpflichtungen, die aus dem Kauf und Verkauf von Optionen und Finanzterminkontrakten sowie aus Währungskurssicherungsgeschäften, Wertpapierleihgeschäften, Wertpapierpensionsgeschäften und Tauschgeschäften für das Vermögen der Unterfonds entstehen, eingehalten werden.
- die Auflösung bzw. Zusammenlegung von Unterfonds den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements gemäss erfolgen.

Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den separaten gesperrten Konten der jeweiligen Unterfonds nur die in diesem Verwaltungsreglement (Artikel 11) festgesetzte Vergütung. Die Depotbank entnimmt den separaten gesperrten Konten nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft die ihr gemäss diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die in Artikel 11 dieses Verwaltungsreglements aufgeführten sonstigen zu Lasten des jeweiligen Unterfonds zu zahlenden Kosten bleiben hiervon unberührt.

Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, in eigenem Namen:

- Ansprüche der Anteilshaber gegen die Verwaltungsgesellschaft geltend zu machen; dies schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft durch die Anteilshaber nicht aus;
- gegen Vollstreckungsmassnahmen von Dritten Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Soweit gesetzlich zulässig, ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt und verpflichtet, in eigenem Namen Ansprüche der Anteilshaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schliesst die Geltendmachung dieser Ansprüche durch die Anteilshaber nicht aus.

Art. 4. Anlagepolitik und Anlagegrenzen. Ziel der Anlagepolitik ist die Erwirtschaftung einer attraktiven Rendite. Dabei wird das Vermögen des jeweiligen Unterfonds unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung angelegt.

Um das Anlageziel zu erreichen, ist beabsichtigt, das jeweilige Vermögen eines jeden Unterfonds zum grössten Teil in Wertpapieren, sowie in flüssigen Mitteln, Geldmarktinstrumenten gemäss den Anlagebegrenzungen, die von Emittenten erster Ordnung begeben oder garantiert werden und in anderen zulässigen Vermögenswerten anzulegen.

Sonstige Regeln für die Anlagepolitik

A. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt die Anlagepolitik der Unterfonds und wird dabei von dem beratenden Anlageausschuss unterstützt.

Das Fondsvermögen sowie das Vermögen eines jeden Unterfonds wird vorwiegend in Wertpapieren sowie in anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt.

Vorbehaltlich der weiter unten aufgeführten Anlagegrenzen dürfen Schuldscheindarlehen, das heisst Forderungen aus Gelddarlehen im Sinne dieses Verwaltungsreglements, für das Vermögen eines Unterfonds nur erworben werden sofern diese Forderungen nach dem Erwerb für den betreffenden Unterfonds mindestens zweimal abgetreten werden können.

B. Vorbehaltlich der weiter unten angeführten Anlagegrenzen müssen Wertpapiere, in welche jeder Unterfonds anlegt:

1. an einer Wertpapierbörse eines Mitgliedstaates der Europäischen Union (im folgenden «EU») notiert werden;
2. an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der EU, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden;
3. an einer Wertpapierbörse eines Staates ausserhalb der EU amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt eines Staates ausserhalb der EU, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden.

Soweit es sich um Wertpapiere aus Neuemissionen handelt, müssen die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten:

- dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, beantragt wird, und zwar an den Börsen oder geregelten Märkten eines Mitgliedstaates der EU oder eines Staates ausserhalb der EU;
- und dass die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Die Verwaltungsgesellschaft kann ausserdem Anlagen in anderen Währungen als der des jeweiligen Unterfonds bis zu 100 % des Nettovermögens des jeweiligen Unterfonds vornehmen. Ein hoher Investitionsgrad in Fremdwährungsanlagen darf nur erfolgen, wenn diese währungskursgesichert sind.

C. Unter Beachtung der in Artikel 4. D. angeführten Anlagegrenzen und - beschränkungen kann die Verwaltungsgesellschaft sich der Techniken und Instrumente bedienen, die Vermögenswerte eines Unterfonds zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des betreffenden Unterfonds geschieht. Dies gilt insbesondere für Tauschgeschäfte (Swaps), welche im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften zu Sicherungszwecken vorgenommen werden können. Solche Geschäfte sind ausschliesslich mit erstklassigen Finanzinstitutionen zulässig, die auf diese Art von Geschäften spezialisiert sind.

Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungs-, Zins- und Kursrisiken im Rahmen der ordentlichen Verwaltung der Unterfonds nutzen.

Zu den Techniken und Instrumenten gehören insbesondere:

1. Optionen

Eine Option ist ein Vertrag, in dem der Käufer/Verkäufer gegen Zahlung/Erhalt einer Prämie berechtigt ist/sich verpflichtet, bestimmte Vermögenswerte zu einem fest vereinbarten Preis (Ausübungspreis) während einer vorher vereinbarten Zeitdauer oder zu einem bestimmten Tag auf seinen Wunsch/Wunsch des Käufers zu beziehen/zu liefern.

Käufe und Verkäufe von Optionen sind mit besonderen Risiken verbunden, die je nach der eingegangenen Position unterschiedlich gross sind:

Der Kaufpreis einer erworbenen Call- oder Put-Option kann verloren gehen.

Der Käufer einer Call-Option (Kaufoption) erwirbt das Recht aber nicht die Pflicht, bestimmte Vermögenswerte während einer vorher vereinbarten Zeitdauer oder an einem bestimmten Tag zu vorher fest vereinbarten Konditionen zu erwerben. Der Verkäufer einer Call-Option hat die Pflicht, diese Vermögenswerte wie vereinbart zu liefern.

Wenn eine Call-Option verkauft wird besteht die Gefahr, dass der Unterfonds, für welchen die Call-Option verkauft wurde, nicht mehr an einer besonders starken Wertsteigerung des Vermögenswertes teilnimmt.

Der Käufer einer Put-Option (Verkaufsoption) erwirbt das Recht aber nicht die Pflicht, bestimmte Vermögenswerte während einer vorher vereinbarten Zeitdauer oder an einem bestimmten Tag zu vorher fest vereinbarten Konditionen zu verkaufen. Der Verkäufer einer Put-Option hat die Pflicht, diese Vermögenswerte wie vereinbart zu erwerben.

Beim Verkauf von Put-Optionen besteht die Gefahr, dass der Unterfonds, für welchen die Put-Option verkauft wurde, zur Abnahme von Vermögenswerten zum Ausübungspreis verpflichtet ist, obwohl der Marktwert dieser Vermögenswerte deutlich niedriger ist.

Durch die Hebelwirkung von Optionen kann der Wert des Vermögens des jeweiligen Unterfonds stärker beeinflusst werden als dies beim unmittelbaren Erwerb von Vermögenswerten der Fall ist.

a) Die Verwaltungsgesellschaft kann für jeden Unterfonds Call- und Put-Optionen auf Wertpapiere und/oder Geldmarktinstrumente, Börsenindizes, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, sofern diese Optionen an Börsen oder an anderen geregelten Märkten, die anerkannt, für das Publikum offen und deren Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden. Ebenso können diese Optionen freihändig gehandelt werden - sogenannte Over-the-Counter-Optionen (OTC-Optionen) - wenn die entsprechenden Vertragspartner erstklassige, auf derartige Geschäfte spezialisierte Finanzinstitutionen sind.

b) Die Summe der Prämien für den Erwerb der unter a) genannten Optionen darf 15 % des Nettovermögens eines jeden Unterfonds nicht übersteigen, soweit die Optionen noch valutieren.

c) Für jeden Unterfonds können Call-Optionen auf Wertpapiere und/oder Geldmarktinstrumente nur verkauft werden, wenn der den Gegenstand der Call-Option bildende Vermögenswert zum Zeitpunkt des Verkaufs der Call-Option zu diesem Unterfonds gehört.

d) Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für einen Unterfonds Put-Optionen, so muss der jeweilige Unterfonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende flüssige Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus dem Optionsgeschäft jederzeit nachkommen zu können.

2. Finanzterminkontrakte

Finanzterminkontrakte sind durch eine Terminbörse vermittelte, für beide Vertragspartner unbedingt verpflichtende Vereinbarungen, zu einem bestimmten Zeitpunkt, dem Fälligkeitsdatum, eine bestimmte Menge eines bestimmten Basiswertes (z.B. Börsenindizes), zu einem im voraus vereinbarten Preis (Ausübungspreis) zu kaufen bzw. zu verkaufen.

a) Unter der Voraussetzung, dass die Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder an anderen geregelten Märkten mit regelmässigem Betrieb, die anerkannt und für das Publikum offen sind und deren Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, kann die Verwaltungsgesellschaft für jeden Unterfonds diese als Zinsterminkontrakte kaufen und verkaufen.

b) Die Verwaltungsgesellschaft kann durch den Handel mit Finanzterminkontrakten sich im Vermögen des jeweiligen Unterfonds befindende Geldmarktinstrumente und Wertpapierbestände und andere Vermögensgegenstände gegen Kursverluste absichern. Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft mit dem gleichen Zweck für die Unterfonds Put-Optionen auf Börsenindizes sowie auf Finanzterminkontrakte kaufen oder Call-Optionen auf Börsenindizes sowie auf Finanzterminkontrakte verkaufen.

Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft für jeden Unterfonds Finanzterminkontrakte kaufen und verkaufen, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dieses Unterfonds dienen.

Diese Art von Geschäften ist mit erheblichen Chancen, aber auch mit Risiken verbunden, weil jeweils nur ein Bruchteil der jeweiligen Kontraktgrösse (Einschuss) sofort geleistet werden muss. Das Verlustrisiko kann unbestimmbar sein und auch über etwaige geleistete Sicherheiten hinausgehen. Kursausschläge in die eine oder andere Richtung können zu erheblichen Gewinnen oder Verlusten führen.

c) Die Summe der Verbindlichkeiten, die sich aus Finanzterminkontrakten, Optionsgeschäften und Tauschverträgen (Swaps) ergibt, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf grundsätzlich den Gesamtwert der zu sichernden Vermögenswerte in der entsprechenden Währung nicht übersteigen.

d) Die Summe der Verbindlichkeiten, die sich aus Finanzterminkontrakten, Optionsgeschäften und aus dem Kauf und Verkauf sonstiger Arten von Finanzinstrumenten ergibt, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf zu keinem Zeitpunkt das Nettovermögen eines jeden Unterfonds übersteigen. Verkäufe von Call-Optionen, die durch angemessene Werte im Vermögen des jeweiligen Unterfonds unterlegt sind, bleiben dabei unberücksichtigt.

3. Wertpapierleihgeschäfte

Die Verwaltungsgesellschaft kann für jeden Unterfonds im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems bis zu 50 % der in jedem Unterfonds befindlichen Wertpapiere bis zu höchstens 30 Tage ausleihen. Dies setzt voraus, dass das Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus organisiert ist oder durch eine Finanzeinrichtung erster Ordnung, die sich auf solche Geschäfte spezialisiert hat, betrieben wird.

Die Höchstgrenze von 50 % des Wertpapierbestandes gilt nicht, soweit die Verwaltungsgesellschaft das Recht auf jederzeitige Kündigung des Wertpapierleihvertrages hat und die Rückgabe der verliehenen Papiere verlangen kann.

Im Rahmen solcher Geschäfte muss der jeweilige Unterfonds grundsätzlich eine Sicherheit erhalten, deren Wert bei Abschluss des Wertpapierleihvertrages mindestens dem Wert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Sicherheit muss in Form von liquiden Mitteln oder in Form von Wertpapieren erfolgen, die durch Mitgliedstaaten der OECD oder durch deren Gebietskörperschaften oder durch supranationale Einrichtungen und Organismen ausgegeben oder garantiert sind. Bis zum Ablauf des Wertpapierleihvertrages muss die Sicherheit zugunsten des jeweiligen Unterfonds gesperrt bleiben.

4. Wertpapierpensionsgeschäfte

Die Verwaltungsgesellschaft kann für jeden Unterfonds Käufe und Verkäufe von Wertpapieren mit Wiederkaufsvorbehalt abschliessen, bei denen dem jeweiligen Verkäufer das Recht vorbehalten ist, die verkauften Wertpapiere vom Erwerber innerhalb einer bestimmten Frist zu einem fest vereinbarten Preis zurückzukaufen. Dabei muss es sich bei dem Vertragspartner um ein Finanzinstitut erster Ordnung handeln, das auf diese Art von Geschäften spezialisiert ist. Solche Käufe und Verkäufe werden vom Fonds nur auf akzessorischer Basis getätigt.

Während der Laufzeit eines Wertpapierpensionsgeschäftes darf die Verwaltungsgesellschaft Wertpapiere, die Gegenstand dieses Geschäftes sind, nicht verkaufen. Der Umfang von Wertpapierpensionsgeschäften wird stets auf einem Niveau gehalten, das es der Verwaltungsgesellschaft ermöglicht, den Verpflichtungen für den jeweiligen Unterfonds aus solchen und anderen Geschäften sowie der Verpflichtung zur Rücknahme von Anteilen gemäss Artikel 9 des Verwaltungsreglements jederzeit nachzukommen.

5. Währungskurssicherungen

Zur Sicherung von Währungsrisiken von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten des jeweiligen Unterfonds in einer anderen als der Währung des jeweiligen Unterfonds kann die Verwaltungsgesellschaft für diesen Unterfonds Devisen auf Termin verkaufen bzw. umtauschen im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit auf diese Geschäftsart spezialisierten Finanzeinrichtungen erster Ordnung abgeschlossen werden.

Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft zu Absicherungszwecken von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten des jeweiligen Unterfonds Devisenterminkontrakte verkaufen und Call-Optionen auf Devisen verkaufen bzw. Put-Optionen auf Devisen kaufen, sofern solche Transaktionen an einem geregelten Markt mit regelmässigem Betrieb abgeschlossen werden, der für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist.

Währungskurssicherungsgeschäfte setzen eine direkte Verbindung zu den abzusichernden Vermögenswerten und Verbindlichkeiten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die jeweiligen Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des Unterfonds in der gesicherten Währung weder in ihrer Grössenordnung noch in ihrer Restlaufzeit überschreiten.

6. Tauschgeschäfte (Swaps)

Ein Swap ist ein Vertrag zwischen zwei Parteien, der den Austausch von Zahlungsströmen auf einen festgelegten Nominalbetrag eines Vermögenswertes, zu einem festgelegten Zinssatz oder Index und während einer bestimmten Zeit beinhaltet.

Alle Swapgeschäfte nutzen Preisdifferenzen an verschiedenen Märkten.

Ein Zinsswap ist eine Transaktion, in welcher zwei Parteien Zahlungsströme tauschen die auf fixen beziehungsweise variablen Zinszahlungen beruhen. Die Transaktion kann mit der Aufnahme von Mitteln zu einem festen Zinssatz und der gleichzeitigen Vergabe von Mitteln zu einem variablen Zinssatz verglichen werden, wobei die Nominalbeträge der Vermögenswerte nicht ausgetauscht werden.

Währungsswaps beinhalten zumeist den Austausch der Nominalbeträge der Vermögenswerte. Sie lassen sich mit einer Mittelaufnahme in einer Währung und einer gleichzeitigen Mittelvergabe in einer anderen Währung gleichsetzen.

Asset Swaps, oft auch synthetische Wertpapiere genannt, sind Transaktionen, welche die Rendite aus einem bestimmten Vermögenswert in einen anderen Zinsfluss (fest oder variabel) oder in eine andere Währung konvertieren, indem der Vermögenswert (z.B. Anleihe, Floating Rate Note, Bankeinlage, Hypothek) mit einem Zins- oder Währungsswap kombiniert wird.

Die Verwaltungsgesellschaft kann für jeden Unterfonds zu Sicherungs- sowie anderen Zwecken Tauschgeschäfte (Swaps) eingehen, soweit die beschriebenen Geschäfte mit erstklassigen Finanzinstitutionen getätigt werden, welche auf derartige Geschäfte spezialisiert sind.

Die Summe der Verbindlichkeiten, die sich aus Finanzterminkontrakten, Optionsgeschäften und Tauschverträgen auf Zinssätze ergibt, die der Absicherung von Vermögenswerten eines Unterfonds dienen, darf grundsätzlich den Gesamtwert der zu sichernden Vermögenswerte in der entsprechenden Währung nicht übersteigen.

D. Der Verwaltungsgesellschaft ist es nicht gestattet:

1. mehr als 10 % des Nettovermögens eines jeden Unterfonds in anderen als in den unter Absatz B genannten Wertpapieren anzulegen;

2. mehr als 10 % des Nettovermögens eines jeden Unterfonds in verbrieften Rechten anzulegen, die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt sind, die insbesondere übertragbar und veräusserbar sind und deren Wert jederzeit oder zumindest in den nach Artikel 5 des Verwaltungsreglements vorgesehenen Zeitabständen genau bestimmt werden kann.

In den in den Ziffern 1. und 2. genannten Werten dürfen zusammen höchstens 10 % des Nettovermögens eines jeden Unterfonds angelegt werden;

3. mehr als 10 % des Nettovermögens eines jeden Unterfonds in Schuldscheindarlehen gemäss Absatz A. anzulegen;

4. Edelmetalle oder Zertifikate über diese zu erwerben;

5. mehr als 10 % des Nettovermögens eines jeden Unterfonds in Wertpapieren und/oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten anzulegen, mit der Massgabe, dass der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapieren mehr als 5 % des Nettovermögens des betreffenden Unterfonds angelegt sind, 40 % des Wertes des Nettovermögens dieses Unterfonds nicht übersteigen darf.

Die vorerwähnte Grenze von 10 % kann auf höchstens 35 % angehoben werden, wenn die Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Staat ausserhalb der EU oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden.

Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100 % des Nettovermögens jedes Unterfonds in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedsstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Mitgliedsstaat der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (im folgenden «OECD») ausserhalb der EU oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedsstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden. Diese Wertpapiere müssen im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sein, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Nettovermögens jedes Unterfonds nicht überschreiten dürfen.

In Abweichung von dieser Bestimmung kann die unter Ziffer 5., Unterabsatz 1 genannte Grenze von 10 % höchstens 25 % betragen für verschiedene Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten ausgegeben sind, welche ihren Sitz in einem Mitgliedstaat der EU haben und dort einer speziellen Aufsicht unterliegen, die den Schutz der Inhaber dieser Papiere bezweckt. Werden mehr als 5 % des Nettovermögens eines Unterfonds in unter Ziffer 5., Unterabsatz 4 genannten Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten angelegt, so darf der Gesamtwert derselben 80 % des Wertes des Nettovermögens dieses Unterfonds nicht überschreiten.

Die in Ziffer 5., Unterabsätze 2, und 4 genannten Wertpapiere bleiben für die Anwendung der in Ziffer 5., Unterabsatz 1 vorgesehenen 40 %-Grenze ausser Ansatz.

Ferner können die in Ziffer 5., Unterabsätze 1, 2 und 4 festgelegten Grenzen nicht addiert werden, so dass Anlagen in Wertpapieren desselben Emittenten in keinem Fall zusammen 35 % des Nettovermögens jedes Unterfonds übersteigen dürfen;

6. Anteile oder Aktien anderer Organismen für gemeinsame Anlagen für das Vermögen der Unterfonds zu erwerben;

7. mehr als 10 % der Schuldverschreibungen und mehr als 10 % der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten bezogen auf den Fonds insgesamt zu erwerben.

Diese Grenze braucht beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen beziehungsweise der Geldmarktinstrumente zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht berechnen lässt. Ferner ist diese Grenze unter Beachtung der Risikomischung nicht einzuhalten in bezug auf:

- Wertpapiere, die von einem Mitgliedstaat der EU oder dessen öffentlichen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden;

- von einem Mitgliedstaat der OECD ausserhalb der EU begebene oder garantierte Wertpapiere;
 - Wertpapiere, die von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören;

8. Kredite aufzunehmen, es sei denn kurzfristig, bis zur Höhe von 10 % des Nettovermögens eines jeden Unterfonds, wenn die Depotbank der Kreditaufnahme und den Darlehensbedingungen zustimmt;

9. Kredite zu gewähren oder für Dritte als Bürge einzustehen. Diese Beschränkung steht dem Erwerb von nicht voll eingezahlten Wertpapieren nicht entgegen. Nicht voll eingezahlte Wertpapiere dürfen nur insoweit erworben werden, als der Gesamtbetrag der ausstehenden Einlagen 5 % des Nettovermögens eines jeden Unterfonds nicht übersteigt. Falls ein Unterfonds nicht voll eingezahlte Wertpapiere besitzt, muss eine Liquiditätsvorsorge zur späteren vollen Einzahlung geschaffen werden, die in die Anlagebeschränkungen gemäss Ziffer 9. mit einzubeziehen ist;

10. die zum Vermögen der Unterfonds gehörenden Vermögenswerte zu verpfänden oder sonst zu belasten, zur Sicherung zu übereignen oder zur Sicherung abzutreten, es sei denn, dass dies ausschliesslich der Besicherung einer zulässigen Kreditaufnahme zu Lasten des jeweiligen Unterfonds dient;

11. Wertpapiere zu erwerben, deren Veräusserung aufgrund vertraglicher Vereinbarungen irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;

12. in Immobilien anzulegen und Waren oder Warenkontrakte zu kaufen oder zu verkaufen;

13. Leerverkäufe von Wertpapieren und/oder Geldmarktinstrumenten zu tätigen oder Call-Optionen auf Wertpapiere und/oder Geldmarktinstrumente zu verkaufen, wenn der entsprechende Vermögenswert nicht zum Vermögen des jeweiligen Unterfonds gehört;

14. für einen Unterfonds Put-Optionen zu verkaufen, wenn der entsprechende Unterfonds nicht während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende flüssige Mittel verfügt, um den Verpflichtungen aus dem Optionsgeschäft jederzeit nachkommen zu können;

15. Wertpapiere im «underwriting» fest zu übernehmen;

16. stimmberechtigte Aktien in einem Ausmass erwerben, das es ihm erlaubt, einen wesentlichen Einfluss auf die Verwaltung des Emittenten zu nehmen;

17. mehr als 10 % der stimmrechtlosen Aktien oder mehr als 10 % der Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten erwerben, wobei diese Grenzen im Hinblick auf Schuldverschreibungen zum Zeitpunkt des Erwerbs insofern ausser Betracht bleiben können, als der Brutto-Emissionsbetrag der Schuldverschreibungen zu diesem Zeitpunkt nicht ermittelt werden kann.

Die oben vorgesehenen Beschränkungen brauchen bei der Ausübung von Bezugsrechten, die mit zu den Vermögen der Unterfonds gehörenden Wertpapieren und/oder Geldmarktinstrumenten verbunden sind, nicht eingehalten zu werden.

Werden die in Vorstehendem genannten Grenzen unbeabsichtigt oder infolge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilsinhaber anzustreben.

Die Verwaltungsgesellschaft kann im Einvernehmen mit der Depotbank die Anlagebeschränkungen und andere Teile des Verwaltungsreglements ändern, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden sollen.

Art. 5. Berechnung des Inventarwertes je Anteil. Das Gesamtnetto-Vermögen des Fonds ist in D-Mark ausgedrückt; der Wert eines Anteils (im folgenden auch «Inventarwert je Anteil») ist in der Währung des jeweiligen Unterfonds ausgedrückt.

Der Nettovermögenswert für jeden Unterfonds wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder in Luxemburg von einem von ihr hiermit Beauftragten an jedem letzten Bankarbeitstag eines Monats, der in Luxemburg-Stadt, Frankfurt am Main und im Heimatland der Währung des jeweiligen Unterfonds ein Börsentag ist («Bewertungstag»), errechnet.

Die Berechnung des Inventarwertes eines Anteils erfolgt durch Teilung des Nettovermögens (Wert der zum entsprechenden Unterfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich Verbindlichkeiten) eines jeden Unterfonds durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile des jeweiligen Unterfonds.

Das Nettovermögen eines jeden Unterfonds (im folgenden auch «Inventarwert» genannt) wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

1. Der Bewertungskurs von Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten, verbrieften Rechten und Schuldscheindarlehen, deren Laufzeit bzw. Restlaufzeit weniger als 120 Tage beträgt, wird ausgehend vom Netto-Erwerbkurs, unter Konstanthaltung der daraus berechneten Anlagerendite, sukzessive dem Rückzahlungspreis angeglichen. Bei grösseren Änderungen der Marktverhältnisse wird die Bewertungsbasis der einzelnen Anlagen den aktuellen Markttrenditen angepasst;

2. Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, verbrieftete Rechte und Schuldscheindarlehen, deren Laufzeit bzw. Restlaufzeit mehr als 120 Tage beträgt, werden wie folgt bewertet:

a) Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und verbrieftete Rechte die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.

b) Wenn ein Wertpapier, ein Geldmarktinstrument bzw. ein verbrieftetes Recht an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier, Geldmarktinstrument bzw. verbrieftetes Recht ist;

c) Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, verbrieftete Rechte und Schuldscheindarlehen, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber aktiv an einem geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen

Kurs hält, zu dem diese Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, verbrieften Rechte bzw. Schuldscheindarlehen verkauft werden können;

d) falls die nach den Unterabsätzen a), b) und c) festgestellten jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind, werden diese Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, verbrieften Rechte bzw. Schuldscheindarlehen, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln, festlegt;

e) Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, verbrieft Rechte bzw. Schuldscheindarlehen, die nicht an einer Börse notiert sind oder nicht an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln, festlegt;

3. Einlagen auf Sicht werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

4. Festgelder (Einlagen auf Termin) werden zum Renditekurs bewertet, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank bzw. dem die Einlagen annehmenden Kreditinstitut geschlossen wurde, gemäss dem solche Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisationswert entspricht;

5. Alle nicht auf die Währung des jeweiligen Unterfonds lautenden Vermögenswerte mit einer Laufzeit bzw. Restlaufzeit von über 120 Tagen sowie die entsprechenden Währungskurssicherungsgeschäfte werden zum letzten Devisenkassakurs bzw. Devisenterminkurs in die Währung des jeweiligen Unterfonds umgerechnet. Ab einer Restlaufzeit von 120 Tagen und weniger kann der Vermögenswert wie das Kurssicherungsgeschäft ausgehend vom Devisenmittelkurs sukzessive dem Devisenterminkurs angeglichen werden;

6. Die Zinserträge der einzelnen Unterfonds werden bis einschliesslich zum Valutatag des Anteilsgeschäftes in die Bewertung des Vermögens des jeweiligen Unterfonds einbezogen. Damit enthält der Inventarwert je Anteil am jeweiligen Bewertungstag die auf Valuta des Anteilsgeschäftes projizierten Zinserträge;

7. Swaps (Tauschgeschäfte) werden zu den jeweils aktuellen Marktkonditionen bewertet. (für A.L.S.A.-WEV-1 s. Seite 7/8).

Falls aussergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäss den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht machen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des jeweiligen Unterfonds zu erreichen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, auch im Zuge von Konversionsanträgen die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des entsprechenden Unterfonds befriedigt werden können, mit Einwilligung der Depotbank, das Nettovermögen des betreffenden Unterfonds bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrunde legt, an dem sie für den Unterfonds die Vermögenswerte verkaufte, die je nach Lage verkauft werden mussten. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Kauf- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

Art. 6. Ausgabe und Konversion von Anteilen. Jede juristische Person kann, vorbehaltlich von Artikel 7 dieses Verwaltungsreglements, durch Kauf und Zahlung des Ausgabepreises je Anteil Anteile eines jeden Unterfonds erwerben.

Der Ausgabepreis je Anteil ist der Inventarwert je Anteil gemäss Artikel 5 dieses Verwaltungsreglements am entsprechenden Bewertungstag zuzüglich einer Verkaufsprovision zugunsten der Verwaltungsgesellschaft von bis zu 3,0 % zuzüglich eventuell anfallender Mehrwertsteuer.

Alle ausgegebenen Anteile eines Unterfonds gewähren gleiche Rechte auf das Sondervermögen des jeweiligen Unterfonds.

Die Anteile werden von der Verwaltungsgesellschaft unverzüglich nach Eingang eines Kaufantrages an einem Bewertungstag gemäss Artikel 5 dieses Verwaltungsreglements dem Anteilserwerber in entsprechender Höhe zugeteilt. Der Ausgabepreis je Anteil ist zahlbar innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der jeweiligen Währung des Unterfonds. Die Anteile gemäss Artikel 8 dieses Verwaltungsreglements werden unverzüglich und unmittelbar nach Eingang des Ausgabepreises je Anteil bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank in entsprechender Höhe auf einem vom Anteilserwerber anzugebenden Depot gutgeschrieben.

Der Ausgabepreis je Anteil erhöht sich um Stempelgebühren, sonstige öffentliche Abgaben oder andere Belastungen, die in dem jeweiligen Land anfallen, in dem die Anteile verkauft werden.

Der Anteilsinhaber eines Unterfonds kann unter Belastung einer Umtauschprovision von bis zu 1,0 %, gerechnet auf den jeweiligen Inventarwert je Anteil (der zu verkaufenden Anteile) und Berechnung anfallender Ausgabesteuern und Umtauschkosten einen Teil oder alle seine Anteile in Anteile eines anderen Unterfonds konvertieren (tauschen). Diese Konversion erfolgt zu den gemeinsam nächsterrechneten Inventarwerten je Anteil der entsprechenden Unterfonds. Der sich gegebenenfalls aus der Konversion ergebende Restbetrag wird an den Anteilsinhaber in der Währung des gewählten Unterfonds ausbezahlt, soweit dieser Restbetrag den im Verkaufsprospekt genannten Mindestbetrag übersteigt.

Kauf- und Konversionsaufträge, die bis 11.00 Uhr eines Bewertungstages gemäss Artikel 5 des Verwaltungsreglements bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zu den Ausgabe- und Rücknahmepreisen dieses Bewertungstages abgerechnet.

Art. 7. Beschränkungen der Ausgabe und Konversion von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen die Gesetze und Vorschriften des jeweiligen Landes, in welchem Anteile angeboten werden, zu beachten.

Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Kaufantrag oder ein Konversionsverlangen zurückweisen sowie die Ausgabe von Anteilen oder die Konversion gemäss Artikel 10 dieses Verwaltungsreglements zeitweilig beschränken aussetzen oder endgültig einstellen.

Die Verwaltungsgesellschaft muss Kaufanträge von nicht-institutionellen Anlegern ablehnen, dies gilt ebenfalls für den Übertrag an Dritte.

Weiterhin kann die Verwaltungsgesellschaft jederzeit Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises je Anteil zurückkaufen, die von Anteilshabern gehalten werden welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Auf nicht ausgeführte Kaufanträge eingehende Zahlungen werden von der Depotbank unverzüglich zinslos zurückgezahlt.

Art. 8. Anteile. Die Anteile eines jeden Unterfonds werden in Namenszertifikaten verbrieft. Auf den Zertifikaten ist vermerkt, welchem Unterfonds die Anteile zugehören. Jede Urkunde trägt die handschriftlichen oder vervielfältigten Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Die Verwaltungsgesellschaft führt ein Namensregister über die ausgegebenen Anteile.

Art. 9. Rücknahme von Anteilen. Die Anteilshaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag gemäss Artikel 5 dieses Verwaltungsreglements und wird zum Rücknahmepreis dieses Bewertungstages getätigt. Rücknahmepreis ist der gemäss Artikel 5 dieses Verwaltungsreglements errechnete Inventarwert je Anteil des jeweiligen Unterfonds abzüglich einer Rücknahmeprovision zugunsten der Verwaltungsgesellschaft, welche 2,0 % des Inventarwertes je Anteil nicht übersteigen darf. Verkaufsaufträge, die bis 11.00 Uhr eines Bewertungstages gemäss Artikel 5 des Verwaltungsreglements bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zu den Ausgabe- und Rücknahmepreisen dieses Bewertungstages abgerechnet. Die Zahlung des Rücknahmepreises je Anteil erfolgt innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag.

Die Verwaltungsgesellschaft ist mit Einwilligung der Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen auch im Zuge von Konversionsanträgen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Unterfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme gemäss den Bestimmungen des letzten Absatzes von Artikel 5 dieses Verwaltungsreglements zum dann geltenden Rücknahmepreis je Anteil.

Der Rücknahmepreis je Anteil wird in der Währung des jeweiligen Unterfonds vergütet.

Die Verwaltungsgesellschaft achtet darauf, dass das Vermögen eines jeden Unterfonds ausreichende flüssige Mittel umfasst, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilshabern, sofern nicht aussergewöhnliche Umstände entgegenstehen, unverzüglich erfolgen kann.

Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Inventarwertes gemäss Artikel 10 dieses Verwaltungsreglements umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Inventarwertes unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

Die Depotbank ist nur soweit zur Zahlung verpflichtet, wie die jeweils anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen z.B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises je Anteil in das Land des Antragstellers erlauben.

Art. 10. Einstellung der Ausgabe, Konversion und Rücknahme von Anteilen und der Berechnung des Inventarwertes. Die Verwaltungsgesellschaft darf die Berechnung des Nettovermögens eines jeden Unterfonds, unbeschadet der ihr gemäss Artikel 7 zustehenden Befugnis, die Ausgabe, Konversion und Rücknahme von Anteilen vorübergehend aussetzen, wenn:

1. eine Börse oder ein Markt, welche die Grundlage für die Bewertung eines wesentlichen Teils des Vermögens des jeweiligen Unterfonds bilden, geschlossen ist, oder wenn der Handel an einer solchen Börse oder einem solchen Markt beschränkt oder ausgesetzt ist,
2. aufgrund eines politischen, wirtschaftlichen, militärischen, monetären oder anderweitigen Notfalles ausserhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Verwaltungsgesellschaft Verfügungen über das Vermögen des jeweiligen Unterfonds nicht möglich sind oder den Interessen der Anteilshaber abträglich wären,
3. im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Vermögens des jeweiligen Unterfonds nicht bestimmt werden kann,
4. wegen Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für den jeweiligen Unterfonds undurchführbar werden, oder falls es nach objektiv nachprüfbareren Massstäben feststeht, dass Käufe und Verkäufe von Vermögenswerten nicht zu normalen Umtauschraten getätigt werden können.

Art. 11. Aufwendungen und Kosten des Fonds. 1. Aus dem Vermögen der jeweiligen Unterfonds erhält die Verwaltungsgesellschaft eine Vergütung von bis zu 1,50 % p. a. zuzüglich anfallender gesetzlicher Mehrwertsteuer, die auf der Basis des monatlichen Netto-Vermögenswertes eines jeden Unterfonds während des entsprechenden Monats zu berechnen und am Ende eines jeden Monats in der Währung des jeweiligen Unterfonds zahlbar ist.

2. Aus dem Vermögen der jeweiligen Unterfonds erhält die Depotbank ein Entgelt von bis zu 0,05 % p. a. zuzüglich anfallender gesetzlicher Mehrwertsteuer, das auf der Basis des monatlichen Netto-Vermögenswertes eines jeden Unterfonds während des entsprechenden Monats zu berechnen und am Ende eines jeden Monats in der Währung des jeweiligen Unterfonds zahlbar ist und ein Bearbeitungsentgelt von bis zu 0,125 % des Betrages jeder Transaktion für Rechnung des jeweiligen Unterfonds, soweit ihr dafür nicht bankübliche Entgelte zustehen.

3. Die nachstehend aufgeführten, im Zusammenhang mit der Verwaltung der Unterfonds anfallenden Aufwendungen gehen anteilig zu Lasten der jeweiligen Unterfonds:

- a) Kosten für die Verwahrung der Geldmarkt- und Wertpapiere;
- b) Kosten für die Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise, gegebenenfalls der Ausschüttungen sowie sonstiger für den Anteilshaber wichtiger Informationen;
- c) Druckkosten für die Globalurkunden und Wertpapierurkunden;
- d) mit der Ertragsausschüttung verbundene Kosten;
- e) Kosten für den Druck und die Ausgabe neuer Ertragscheinbogen zu den entsprechenden Globalurkunden und Wertpapierurkunden;

- f) Kosten für die Erstellung, den Druck, die Veröffentlichung, die Hinterlegung und den Versand der Berichte und Verkaufsprospekte einschliesslich des Verwaltungsreglements;
- g) Prüfungskosten für den Fonds insgesamt;
- h) Kosten für die Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilsinhaber handeln;
- i) Kosten einer etwaigen Börsennotierung oder -registrierung und/oder einer Vertriebszulassung im In- und Ausland;
- j) Steuern und Abgaben, die auf die Vermögen der jeweiligen Unterfonds, deren Erträge und Aufwendungen zu Lasten der Unterfonds erhoben werden;
- k) im Zusammenhang mit der Verwaltung des Fonds insgesamt oder der Unterfonds eventuell entstehende Steuern;
- l) Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Fonds insgesamt durch national und international anerkannte Ratingagenturen;
- m) Kosten für die Umstellung der Fondswährung aufgrund gesetzlicher Erfordernisse;
- n) sämtliche anderen Verwaltungsentgelte und -kosten.

Die als Entgelte und Kosten gezahlten Beträge werden in den Rechenschaftsberichten aufgeführt.

Alle Kosten und Entgelte werden zuerst anteilig den laufenden Einkommen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann den Vermögen der einzelnen Unterfonds.

Die mit dem Erwerb oder der Veräusserung von Vermögenswerten verbundenen Kosten und Bearbeitungsentgelte werden in den Einstandspreis eingerechnet bzw. beim Verkaufserlös abgezogen.

Das Vermögen des Fonds haftet insgesamt für alle vom Fonds oder den jeweiligen Unterfonds zu tragenden Kosten. Jedoch werden diese Kosten den einzelnen Unterfonds, soweit sie diese gesondert betreffen, angerechnet; ansonsten werden die Kosten den einzelnen Unterfonds anteilig gemäss deren Nettovermögenswert belastet.

Art. 12. Rechnungsjahr und Revision. Das Rechnungsjahr des Fonds insgesamt und der einzelnen Unterfonds endet jährlich am 30. November; Halbjahresberichte werden jeweils zum 31. Mai eines jeden Jahres erstellt. Das Fondsvermögen insgesamt wird durch eine unabhängige Wirtschaftsprüfungsgesellschaft kontrolliert, die von der Verwaltungsgesellschaft zu ernennen ist. Das erste Geschäftsjahr des Fonds beginnt mit dem Tag der Auflage des Fonds und endet am 30. November 1997.

Art. 13. Verwendung der Erträge. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt, ob und gegebenenfalls zu welchem Zeitpunkt und in welcher Höhe eine Ausschüttung des Fonds erfolgt. Eine Ausschüttung kann sowohl in regelmässigen als auch in unregelmässigen Zeitabständen vorgenommen werden.

Zur Ausschüttung gelangen ordentliche Nettoerträge des Fonds. Als ordentliche Nettoerträge gelten vereinnahmte Dividenden, Zinsen und sonstige Erträge, und zwar jeweils abzüglich der allgemeinen Kosten.

Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft neben den ordentlichen Nettoerträgen auch realisierte Kapitalgewinne sowie Erlöse aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten und sonstige Erträge ganz oder teilweise in bar oder in Form von Gratisanteilen ausschütten. Eventuell verbleibende Bruchteile werden in bar ausgezahlt.

Eine Ausschüttung erfolgt auf die Anteile, die am Ausschüttungstag ausgegeben waren. Ein Ertragsausgleich wird geschaffen und bedient.

Art. 14. Änderungen des Verwaltungsreglements. Die Verwaltungsgesellschaft kann nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank dieses Verwaltungsreglement jederzeit im Interesse der Anteilsinhaber ganz oder teilweise ändern.

Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, fünf Kalendertage nach ihrer Veröffentlichung in Kraft. Die Verwaltungsgesellschaft kann weitere Veröffentlichungen analog zu Artikel 15 Absatz 1 dieses Verwaltungsreglements veranlassen.

Art. 15. Veröffentlichungen. Der Ausgabe- und Rücknahmepreis eines jeden Unterfonds sind am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Zahlstellen des Fonds im Ausland verfügbar. Ausgabe- und Rücknahmepreise werden gemäss den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht. Der Inventarwert eines jeden Unterfonds kann am Sitz der Verwaltungsgesellschaft angefragt werden.

Nach Abschluss jedes Rechnungsjahres wird die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht erstellen, der Auskunft gibt über das Vermögen des Fonds insgesamt und eines jeden Unterfonds, dessen Verwaltung und die erzielten Resultate. Nach Ende der ersten Hälfte jedes Rechnungsjahres erstellt die Verwaltungsgesellschaft einen Halbjahresbericht, der Auskunft über das Vermögen des Fonds insgesamt und eines jeden Unterfonds und dessen Verwaltung während des entsprechenden Halbjahres gibt. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie in sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäss den Regelungen des Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Vermögens des Fonds insgesamt gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Unterfonds in die Fondswährung umgerechnet.

Das Verwaltungsreglement, der Rechenschaftsbericht und der Halbjahresbericht sind für die Anteilsinhaber (ausschliesslich institutionelle Anleger) am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erhältlich.

Art. 16. Dauer des Fonds und der Unterfonds; Zusammenlegung und Auflösung. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit Unterfonds auflegen, zwei oder mehrere Unterfonds zusammenlegen oder bestehende Unterfonds auflösen. Der Fonds insgesamt kann jederzeit durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden. Die Verwaltungsgesellschaft kann gleichfalls jederzeit mehrere Unterfonds zusammenlegen oder auflösen, falls politische oder ökonomische Gründe im Interesse der Anteilsinhaber dies rechtfertigen.

Die Zusammenlegung von zwei oder mehreren Unterfonds erfolgt aufgrund des Netto-Fondsvermögens eines jeden von der Zusammenlegung betroffenen Unterfonds.

Die Zusammenlegung von zwei oder mehreren Unterfonds oder die Auflösung eines oder mehrerer Unterfonds wird jeweils einen Monat vor dem Datum der Zusammenlegung oder Auflösung in mindestens einer luxemburgischen Tageszeitung veröffentlicht. Während dieser Monatsfrist kann jeder Anteilsinhaber die Rücknahme seiner Anteile an dem oder den in Frage kommenden Unterfonds oder die Konversion in Anteile eines oder mehrerer Unterfonds gemäss Artikel 6 dieses Verwaltungsreglements verlangen, ohne dass in diesem Fall eine Rücknahme- oder Umtauschprovision in Rechnung gestellt wird.

Die Verwaltungsgesellschaft kann bestimmen, dass, bei Zusammenlegung von zwei oder mehreren Unterfonds, die Anteile der Anteilhaber, die die Rücknahme ihrer Anteile während der obengenannten Frist nicht verlangt haben, automatisch gemäss Artikel 6 dieses Verwaltungsreglements nach Ablauf dieser Frist in Anteile des aufnehmenden Unterfonds konvertiert werden.

Eine Auflösung erfolgt zwingend, falls die Verwaltungsgesellschaft aus irgendeinem Grunde aufgelöst wird. Sie wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Grossherzogtum Luxemburg von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in einer luxemburgischen Tageszeitung sowie zwei weiteren Tageszeitungen veröffentlicht.

Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Liquidation des Fonds oder einzelner Unterfonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf sowie die Konversion von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilhaber nach deren Anspruch an einem oder mehreren Unterfonds verteilen.

Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen wurden, werden, soweit dann gesetzlich notwendig, in Luxemburger Franken umgewandelt und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Weder Anteilhaber noch deren Erben bzw. Rechtsnachfolger können die Zusammenlegung, Auflösung oder Teilung des Fonds insgesamt oder einzelner Unterfonds beantragen.

Art. 17. Verjährung. Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; ausgenommen bleiben die in Artikel 16 des Verwaltungsreglements enthaltenen Regelungen.

Die Vorlegungsfrist für Ertragsscheine beträgt grundsätzlich fünf Jahre ab dem Tag der veröffentlichten Ausschüttungserklärung. Erträge, die innerhalb der Vorlegungsfrist nicht geltend gemacht wurden, gehen nach Ablauf dieser Frist an den Fonds zurück. Es steht jedoch im Ermessen der Verwaltungsgesellschaft, auch nach Ablauf der Vorlegungsfrist vorgelegte Ertragsscheine zu Lasten des Fonds einzulösen.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache. Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg und insbesondere dem Gesetz vom 19. Juli 1991 (loi du 19 juillet 1991 relative aux organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public) über Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA), dessen Anteile nicht dem Publikum angeboten werden.

Gleiches gilt für die Rechtsbeziehung zwischen den Anteilhabern und der Verwaltungsgesellschaft. Das Verwaltungsreglement ist bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt.

Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Grossherzogtum Luxemburg.

Die deutsche Fassung dieses Verwaltungsreglements ist verbindlich.

Luxemburg, den 24. März 1997.

ADIG-INVESTMENT LUXEMBURG S.A.

COMMERZBANK INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 1997, vol. 490, fol. 87, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(11822/267/661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 1997.

CLT-UFA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R. C. Luxembourg B 6.139.

Conseil d'Administration

Séance du 13 janvier 1997

Extrait du procès-verbal

Le Conseil d'administration s'est réuni le 13 janvier 1997 à 12.00 heures au siège social à Luxembourg-Kirchberg, 45, boulevard Pierre Frieden, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Gaston Thorn.

Présents:

M. Gaston Thorn, Président du Conseil d'administration,
MM. Raymond Kirsch, René Steichen, Mme Lydie Wurth-Polfer,
MM. Maurice Molitor, Jürgen Overdick, Mario Velazquez,
Mmes Christiane Schreiner, Josée Wampach-Polfer; administrateurs

Administrateurs A:

M. Didier Bellens, Pierre Dautzier, le Baron Frère, Jacques Rigaud, Gilles Samyn.

Administrateurs B:

MM. Michael Dornemann, Gust Graas, Günther Grüger, Manfred Lahnstein, Siegfried Luther, Wolfgang Wiedermann.

Représentés:

Administrateurs A:

MM. André Desmarais et Paul Desmarais sr., par M. le Baron Frère
Guy Gervais par M. Pierre Dautier.

Administrateurs B:

MM. Strauss Zelnick et Egmont Lüftner, par M. Michael Dornemann.

Autres participants:

MM. Jean-Paul Zens, Commissaire du Gouvernement

Rémy Sautter, Directeur général

Rolf Schmidt-Holtz, Directeur général

Ferd Kayser, Adjoint au Directeur général (tv territoires non-germanophones)

Ewald Walgenbach, Adjoint au Directeur général (tv territoires germanophone + production et négoce de droits)

Dan Arendt, Directeur financier

Jean-Michel Kerdraon, Directeur radio

Jacques Neuen, Secrétaire général

Manfred Kühn, Directeur juridique et fiscal

Gérard Lommel, Secrétaire du Conseil d'administration

Points II et III de l'ordre du jour

II. Constitution du Comité exécutif et désignation de ses membres - Nomination des directeurs généraux:

Le Conseil d'administration décide de constituer un comité exécutif composé de quatre membres.

Sur proposition conjointe des administrateurs représentant les propriétaires de parts sociales de catégorie A et des administrateurs représentant les propriétaires de parts sociales de catégorie B, le Conseil désigne comme membres du Comité exécutif:

- Monsieur Didier Bellens, choisi parmi les administrateurs représentant les propriétaires de parts sociales de catégorie A;

- Monsieur Michael Dornemann, choisi parmi les administrateurs représentant les propriétaires de parts sociales de catégorie B;

- Monsieur Rémy Sautter, proposé par les administrateurs représentant les propriétaires de parts sociales de catégorie A;

- Monsieur Rolf Schmidt-Holtz, proposé par les administrateurs représentant les propriétaires de parts sociales de catégorie B;

Le Conseil nomme Messieurs Rémy Sautter et Rolf Schmidt-Holtz directeurs généraux de la Société.

...

III. Adoption du Règlement interne et de délégation de pouvoirs.

a) Le Conseil d'administration adopte le Règlement interne de la Société...

...

c) Le Conseil d'administration décide, en exécution des dispositions de l'article 16 des statuts, qu'à l'égard des tiers:

1) La Société est engagée par la signature d'un des deux directeurs généraux, sans limitation;

2) les deux directeurs généraux agissant conjointement peuvent conférer des pouvoirs de signature, dans des limites qu'ils déterminent, à d'autres cadres dirigeants de la Société, qui pourront à leur tour être autorisés par les deux directeurs généraux à sub-déléguer ces pouvoirs de signature à d'autres employés de la Société, dans des limites déterminées par les deux directeurs généraux.

Les pouvoirs de signature des deux directeurs généraux conformément au point 1) ci-dessus entrent en vigueur avec effet immédiat. Les autres pouvoirs de signature antérieurement conférés restent valables jusqu'à la prise de décisions des directeurs généraux quant au point 2) ci-dessus.

...

Pour extrait conforme du procès-verbal approuvé lors de la séance du Conseil d'administration du 19 mars 1997.

Luxembourg, le 19 mars 1997.

G. Thorn

Président du Conseil d'administration

Enregistré à Luxembourg, le 25 mars 1997, vol. 490, fol. 83, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12146/226/72) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 1997.

CLT-UFA S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg-Kirchberg, 45, boulevard Pierre Frieden.

H. R. Luxemburg B 6.139.

Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der Sitzung des Verwaltungsrats vom 13. Januar 1997

Am 13. Januar 1997 trat der Verwaltungsrat um 12.00 Uhr am Gesellschaftssitz in Luxemburg-Kirchberg, 45, boulevard Pierre Frieden auf Einberufung und unter dem Vorsitz von Herrn Gaston Thorn zusammen.

Es waren anwesend:

Herr Dr Gaston Thorn, Vorsitzender des Verwaltungsrats,

die Herren Raymond Kirsch, René Steichen, Frau Lydie Wurth-Polfer,

die Herren Maurice Molitor, Jürgen Overdick, Mario Velazquez,
die Damen Christiane Schreiner, Josée Wampach-Polfer; Verwaltungsratsmitglieder
Verwaltungsratsmitglieder A:

die Herren Didier Bellens, Pierre Dauzier, Baron Frère, Jacques Rigaud, Gilles Samyn.

Verwaltungsratsmitglieder B:

die Herren Dr. Michael Dornemann, Dr. Gust Graas, Dr. Günther Grüger, Manfred Lahnstein, Dr. Siegfried Luther,
Wolfgang Wiedermann.

Es liessen sich vertreten:

Verwaltungsratsmitglieder A:

die Herren André Desmarais und Paul Desmarais sr., durch Baron Frère
Guy Gervais, durch Herrn Pierre Dauzier.

Verwaltungsratsmitglieder B:

die Herren Strauss Zelnick und Egmont Lüftner, durch Herrn Dr. Michael Dornemann.

Weitere Teilnehmer:

die Herren: Jean-Paul Zens, Regierungskommissar

Rémy Sautter, Vorsitzender des Vorstands

Rolf Schmidt-Holtz, Vorsitzender des Vorstands

Ferd Kayser, Vorstand TV (Stellvertreter des Vorstandsvorsitzenden)

Dr. Ewald Walgenbach, Vorstand TV, Produktion u. Rechtehandel (Stellvertreter des Vorstandsvorsitzenden)

Dan Arendt, Finanzdirektor

Jean-Michel Kerdraon, Vorstand Radio

Jacques Neuen, Generalsekretär

Dr. Manfred Kühn, Leiter der Rechts- u. Steuerabteilung

Gérard Lommel, Schriftführer des Verwaltungsrats.

Punkt II und III der Tagesordnung

II. Zusammensetzung des Exekutivkomitees und Ernennung seiner Mitglieder - Ernennung der Vorsitzenden des Vorstands:

Der Verwaltungsrat beschliesst die Errichtung eines Exekutivkomitees, das sich aus vier Mitgliedern zusammensetzt.

Auf gemeinsamen Vorschlag der anwesenden Verwaltungsratsmitglieder, die die Besitzer der Gesellschaftsanteile der Kategorie A vertreten und der anwesenden Verwaltungsratsmitglieder, die die Besitzer der Gesellschaftsanteile der Kategorie B vertreten, ernennt der Verwaltungsrat die folgenden Personen zu Mitgliedern des Exekutivkomitees:

- Herrn Didier Bellens aus dem Kreis der Verwaltungsratsmitglieder, die die Besitzer der Gesellschaftsanteile der Kategorie A vertreten;

- Herrn Dr. Michael Dornemann aus dem Kreis der Verwaltungsratsmitglieder, die die Besitzer der Gesellschaftsanteile der Kategorie B vertreten;

- Herrn Rémy Sautter, auf Vorschlag der Verwaltungsratsmitglieder, die die Besitzer der Gesellschaftsanteile der Kategorie A vertreten;

- Herrn Rolf Schmidt-Holz, auf Vorschlag der Verwaltungsratsmitglieder, die die Besitzer der Gesellschaftsanteile der Kategorie B vertreten.

Der Verwaltungsrat ernennt die Herren Rémy Sautter und Rolf Schmidt-Holz zu Vorsitzenden (Generaldirektoren) des Vorstands (Generaldirektion) der Gesellschaft.

...

III. Verabschiedung der Geschäftsordnung und der Erteilung der Befugnisse:

a) Der Verwaltungsrat verabschiedet die Geschäftsordnung der Gesellschaft...

...

c) Der Verwaltungsrat beschliesst, in Ausführung der Bestimmungen in Artikel 16 der Satzung dass gegenüber Dritten:
1) die Gesellschaft durch die Unterschrift einer der beiden Vorstandsvorsitzenden (Generaldirektoren) unbeschränkt verpflichtet wird;

2) die beiden Vorstandsvorsitzenden können gemeinsam Zeichnungsbefugnisse, bis zu den von ihnen festgesetzten Grenzen, an andere Führungskräfte der Gesellschaft übertragen, die ihrerseits von den beiden Vorstandsvorsitzenden ermächtigt werden können, durch Unterbevollmächtigung ihre Zeichnungsberechtigung anderen Angestellten der Gesellschaft, in den von den beiden Vorstandsvorsitzenden festgesetzten Grenzen, zu erteilen.

Die Zeichnungsbefugnisse der beiden Vorstandsvorsitzenden gemäss obenstehendem Punkt 1) treten mit sofortiger Wirkung in Kraft. Alle anderen vor dieser Sitzung erteilten Zeichnungsbefugnisse behalten weiterhin ihre Gültigkeit bis zu einer Entscheidung der Vorstandsvorsitzenden gemäss obenstehendem Punkt 2).

Für gleichlautenden Auszug des Originals, das vom Verwaltungsrat bei seiner Sitzung vom 19. März 1997 genehmigt wurde.

Luxemburg, den 19. März 1997.

G. Thorn

Vorsitzender des Verwaltungsrats

Enregistré à Luxembourg, le 25 mars 1997, vol. 490, fol. 83, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12147/226/75) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 1997.

CLT-UFA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R. C. Luxembourg B 6.139.

Pouvoir de signature

1) Signature générale:

En exécution des dispositions de l'article 16 des statuts et des pouvoirs conférés par résolution du Conseil d'administration du 13 janvier 1997, et conformément à une décision des deux directeurs généraux du 3 mars 1997, tous engagements de la Société envers les tiers (à l'exception des ordres de paiement et autres opérations financières et bancaires) sont signés par:

M. Rémy Sautter, Directeur général,

M. Rolf Schmidt-Holtz, Directeur général,

M. Ferd. Kayser, Directeur TV, adjoint au directeur général,

M. Ewald Walgenbach, Directeur TV, Production et Droits Audiovisuels, adjoint au directeur général,

M. Dan Arendt, Directeur Financier Groupe,

M. Jean-Michel Kerdraon, Directeur Radio,

M. Jacques Neuen, Secrétaire général,

M. Pascal Farcouli, Directeur des Services techniques,

M. Heinz Lehmann, Directeur des Acquisitions, de la Coproduction et de la Distribution de droits audiovisuels (ACODI),

M. Manfred Kühn, Directeur juridique et fiscal,

en fonction des seuils suivants:

a) pour les engagements dont la valeur des opérations ne dépasse pas 20 Mio de LUF, la signature individuelle d'un seul des titulaires ci-dessus suffit;

b) les engagements dont la valeur par opération ne dépasse pas 200 Mio LUF peuvent être signés par MM. Sautter, Schmidt-Holz, Kayser, Walgenbach, Arendt, Kerdraon ou Neuen, chacun individuellement;

c) pour les engagements dont la valeur par opération dépasse 200 Mio LUF, les actes sont signés soit sous signature individuelle de MM. Sautter, Schmidt-Holtz, Kayser ou Walgenbach, soit sous double signature de MM. Arendt, Kerdraon et/ou Neuen conjointement, ou de l'un d'entre eux ensemble avec M. Sautter ou M. Schmidt-Holtz.

2) Signature financière et bancaire:

En exécution des dispositions de l'article 16 des statuts et des pouvoirs conférés par résolution du Conseil d'administration du 13 janvier 1997, et conformément à une décision des deux directeurs généraux du 3 mars 1997, les ordres de paiement et autres opérations financières envers les banques et les instituts similaires sont signés par:

M. Rémy Sautter, Directeur général,

M. Rolf Schmidt-Holtz, Directeur général,

M. Ferd. Kayser, Directeur TV, adjoint au directeur général,

M. Ewald Walgenbach, Directeur TV, Production et Droits Audiovisuels, adjoint au directeur général,

M. Dan Arendt, Directeur Financier Groupe,

M. Jacques Neuen, Secrétaire général,

M. Jean-Marie Bourhis, Directeur adjoint en charge de la planification financière et de la consolidation,

M. Eric Mauer, Directeur adjoint en charge du contrôle de gestion,

en fonction des seuils suivants:

a) pour les engagements dont la valeur par opération ne dépasse pas 5 Mio de LUF, la signature individuelle d'un seul des titulaires ci-dessus suffit;

b) pour les engagements dont la valeur par opération dépasse 5 Mio de LUF, tout en restant inférieure à 20 Mio de LUF, les actes sont signés conjointement par deux des titulaires ci-dessus, sauf que MM. Bourhis et Mauer ne peuvent se compléter entre eux, leur signature nécessitant en ce cas le contreseing d'un des autres titulaires ci-dessus.

c) pour les engagements dont la valeur par opération dépasse 20 Mio de LUF tout en restant inférieure à 100 Mio de LUF, les actes nécessitent la double signature soit de MM. Sautter et Schmidt-Holtz conjointement, soit de l'un d'entre eux ensemble avec MM. Arendt, Kayser, Kerdraon, Neuen ou Walgenbach;

d) pour les engagements dont la valeur par opération dépasse 100 Mio de LUF, les actes sont signés conjointement par MM. Sautter et Schmidt-Holtz.

Luxembourg, le 14 mars 1997.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 25 mars 1997, vol. 490, fol. 83, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12148/226/57) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 1997.

CLT-UFA S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxembourg-Kirchberg, 45, boulevard Pierre Frieden.
H. R. Luxemburg B 6.139.

Zeichnungsbefugnisse

1) Allgemeine Zeichnung:

In Ausführung der Bestimmungen des Artikels 16 der Satzung und der durch Beschluss vom Verwaltungsrat vom 13. Januar 1997 übertragenen Befugnisse, und gemäss einer Entscheidung der beiden Vorstandsvorsitzenden vom 3. März 1997, werden sämtliche Verbindlichkeiten der Gesellschaft gegenüber Dritten (mit Ausnahme der Zahlungsverweigerungen und anderer Finanz- und Bankgeschäfte) unterzeichnet von:

Herrn Rémy Sautter, Vorsitzender des Vorstands,
 Herrn Rolf Schmidt-Holtz, Vorsitzender des Vorstands,
 Herrn Ferd. Kayser, Vorstand TV (Stellvertreter des Vorstandsvorsitzenden),
 Herrn Dr. Ewald Walgenbach, Vorstand TV, Produktion u. Rechtehandel (Stellvertreter des Vorstandsvorsitzenden),
 Herrn Dan Arendt, Finanzdirektor der Gruppe,
 Herrn Jean-Michel Kerdraon, Vorstand Radio,
 Herrn Jacques Neuen, Generalsekretär,
 Herrn Pascal Farcouli, Direktor der technischen Abteilungen,
 Herrn Heinz Lehmann, Direktor der Abteilung Erwerb, Koproduktion und Vertrieb von audiovisuellen Rechten
 (ACODI=Acquisition, Coproduction and Distribution of Audiovisual Rights),

Herrn Dr. Manfred Kühn, Leiter der Rechts- u. Steuerabteilung,
 und zwar, entsprechend den jeweiligen Höchstbeträgen, wie folgt:

a) Bei Verbindlichkeiten, deren Wert pro Geschäft den Betrag von 20 Millionen LUF nicht übersteigt, genügt die Unterschrift eines einzigen der obengenannten Berechtigten;

b) Verbindlichkeiten, deren Wert pro Geschäft den Betrag von 200 Millionen LUF nicht übersteigt, können von den Herren Sautter, Schmidt-Holtz, Kayser, Walgenbach, Arendt, Kerdraon oder Neuen einzeln unterzeichnet werden;

c) bei Verbindlichkeiten, deren Wert pro Geschäft den Betrag von 200 Millionen LUF übersteigt, werden die diesbezüglichen Urkunden entweder von den Herren Sautter, Schmidt-Holtz, Kayser oder Walgenbach einzeln unterzeichnet oder doppelt von den Herren Arendt, Kerdraon und/oder Neuen, oder von einem der letztgenannten gemeinsam mit Herrn Sautter oder Herrn Schmidt-Holtz.

2) Zeichnungsbefugnisse bei Finanz- und Bankdokumenten:

In Ausführung der Bestimmungen des Artikels 16 der Satzung und der durch Beschluss vom Verwaltungsrat vom 13. Januar 1997 übertragenen Befugnisse, und gemäss einer Entscheidung der beiden Vorstandsvorsitzenden vom 3. März 1997, werden Zahlungsanweisungen und andere Finanzgeschäfte gegenüber Banken und ähnlichen Institutionen unterzeichnet von:

Herrn Rémy Sautter, Vorsitzender des Vorstands,

Herrn Rolf Schmidt-Holtz, Vorsitzender des Vorstands,

Herrn Ferd. Kayser, Vorstand TV (Stellvertreter des Vorstandsvorsitzenden),

Herrn Dr. Ewald Walgenbach, Vorstand TV, Produktion u. Rechtehandel (Stellvertreter des Vorstandsvorsitzenden),

Herrn Dan Arendt, Finanzdirektor der Gruppe,

Herrn Jacques Neuen, Generalsekretär,

Herrn Jean-Marie Bourhis, stellvertretender Direktor, verantwortlich für Finanzplanung und Konsolidierung,

Herrn Eric Mauer, stellvertretender Direktor, verantwortlich für Controlling,

und zwar, entsprechend den jeweiligen Höchstbeträgen, wie folgt:

a) Bei Verbindlichkeiten, deren Wert pro Geschäft den Betrag von 5 Millionen LUF nicht übersteigt, ist die Unterschrift eines einzigen der obengenannten Berechtigten ausreichend;

b) bei Verbindlichkeiten, deren Wert pro Geschäft den Betrag von 5 Millionen LUF übersteigt, jedoch weniger als 20 Millionen LUF beträgt, werden die diesbezüglichen Urkunden gemeinsam von zwei der obengenannten Berechtigten unterzeichnet, mit der Einschränkung, dass die gemeinsame Unterzeichnung durch die Herren Bourhis und Mauer als nicht ausreichend gilt, wobei in diesem Fall ihre Unterschrift der Gegenzeichnung eines weiteren der obengenannten Berechtigten bedarf;

c) bei Verbindlichkeiten, deren Wert pro Geschäft den Betrag von 20 Millionen LUF übersteigt, jedoch weniger als 100 Millionen LUF beträgt, müssen die diesbezüglichen Urkunden doppelt unterzeichnet werden, entweder von den Herren Sautter und Schmidt-Holtz gemeinsam oder von einem von ihnen und einem der Herren Arendt, Kayser, Kerdraon, Neuen oder Walgenbach;

d) bei Verbindlichkeiten, deren Wert pro Geschäft den Betrag von 100 Millionen LUF übersteigt, werden die diesbezüglichen Urkunden gemeinsam von den Herren Sautter und Schmidt-Holtz unterzeichnet.

Luxembourg, den 14. März 1997.

R. Sautter R. Schmidt-Holtz

Enregistré à Luxembourg, le 25 mars 1997, vol. 490, fol. 83, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12149/226/62) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 1997.

RIO GRANDE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 22.604.

Le bilan et l'annexe établis au 31 décembre 1995, ainsi que les informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 24 janvier 1997, vol. 488, fol. 103, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1996, le mandat des administrateurs et du commissaire sortants a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale appelée à délibérer sur les comptes annuels de l'exercice 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 1997.

RIO GRANDE S.A.

Signature

(04252/255/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

FIDELITY FUNDS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, place de l'Etoile.

R. C. Luxembourg B 34.036.

FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, place de l'Etoile.

R. C. Luxembourg B 50.611.

Merger proposals

FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV (here referred to as «FPS») is a société anonyme qualifying as société d'investissement à capital variable with its registered office at Kansallis House, Place de l'Etoile, Luxembourg.

FIDELITY FUNDS is a société anonyme qualifying as société d'investissement à capital variable with its registered office at same address.

FPS has the same investment manager and the same central administration and custodian in Luxembourg as FIDELITY FUNDS.

FPS currently issues six classes of shares in respect of which separate portfolios of assets are established under the following denominations:

- FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV - DM Defensive Portfolio
- FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV - DM Moderate Growth Portfolio
- FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV - DM Growth Portfolio
- FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV - HK Conservative Growth Portfolio
- FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV - HK Balanced Growth Portfolio
- FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV - HK Higher Growth Portfolio

Each of such share classes of FPS invests primarily in shares in FIDELITY FUNDS, which will be cancelled as a result of the implementation of the merger, when such shares are contributed to FIDELITY FUNDS.

At the implementation of the merger FIDELITY FUNDS shall create six corresponding classes of shares in respect of each of which a separate portfolio of assets will be established, each of which shall be managed in accordance with an investment policy identical to the policy of the corresponding class of shares in FPS, save that such policy will be implemented by the pooling of the assets of each of the new share classes with the assets of those share classes within FIDELITY FUNDS, in which the share classes of FPS has invested prior to the implementation of the merger, and by co-managing such assets with those of such other funds of FIDELITY FUNDS.

Each of such six new classes of shares, to be denominated:

- FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector DM Defensive Fund
- FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector DM Moderate Growth Fund
- FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector DM Growth Fund
- FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector HK Conservative Growth Fund
- FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector HK Balanced Growth Fund
- FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector HK Higher Growth Fund

will be launched on the Closing Date (as defined hereafter) and will initially have a portfolio composed of the Assets (as defined hereafter) of the corresponding class of shares in FPS.

As a result of the merger the new share classes of FIDELITY FUNDS will share the interest in the underlying investments held by FIDELITY FUNDS for those classes, in which FPS had previously invested.

It is therefore appropriate for FPS to be merged into FIDELITY FUNDS.

Now therefore, it is proposed that:

1) On the date determined by the last extraordinary general meeting of shareholders required by law of FPS and, if required, of FIDELITY FUNDS at which a resolution to approve the merger is passed (the «Closing Date»), FPS, pursuant to Article 257 ff. of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, shall contribute all its assets and liabilities (the «Assets») to FIDELITY FUNDS in such a way that the Assets of each portfolio established in respect of each of the six classes of shares mentioned below shall be contributed to the corresponding class of shares in FIDELITY FUNDS bearing the same denomination as follows:

(a) The Assets of FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV - DM Defensive Portfolio shall be contributed to FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector DM Defensive Fund

(b) The Assets of FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV - DM Moderated Growth Portfolio shall be contributed to FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector DM Moderate Growth Fund

(c) The Assets of FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR - DM Growth Portfolio shall be contributed to FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector DM Growth Fund

(d) The Assets of FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV - HK Conservative Growth Portfolio shall be contributed to FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector HK Conservative Growth Fund

(e) The Assets of FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV - HK Balanced Growth Portfolio shall be contributed to FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector HK Balanced Fund

(f) The Assets of FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR SICAV - HK Higher Growth Portfolio shall be contributed to FIDELITY FUNDS - Fidelity Portfolio Selector HK Higher Growth Fund.

2) In exchange for the contribution of the Assets, FIDELITY FUNDS shall issue to the shareholders of FPS shares in registered form of the corresponding class in FIDELITY FUNDS of identical value bearing the same denomination at the rate of one share of the new class in FIDELITY FUNDS for one share in the existing class in FPS.

3) As a result thereof all the shares in issue of FPS shall be cancelled.

4) Confirmations of shareholding will be delivered, within 30 days from the Closing Date by FIDELITY FUNDS against surrender in the case of bearer shares only, of the relevant share certificates of FPS for cancellation.

5) As of the Closing Date, all Assets of FPS shall be deemed transferred to FIDELITY FUNDS on account of the corresponding class of shares in FIDELITY FUNDS as aforesaid and all shares in FIDELITY FUNDS held by FPS shall be cancelled, so that such new share classes shall be attributed the proportion of the assets held on behalf of the existing share classes (in which the relevant share class of FPS had previously invested), which shall continue to be managed with the assets of the relevant existing share classes of FIDELITY FUNDS as an enlarged pool, of which the new share classes and the existing share classes will be entitled to a proportion determined by reference to the respective percentage of the net asset value of the shares of the existing class of FIDELITY FUNDS held by FPS for each such class and the net asset value of the shares held by other holders of shares of the already existing class(es) of FIDELITY FUNDS. All profits or losses made in respect of such Assets and on behalf of FPS after such date be for the account of such new classes of shares in FIDELITY FUNDS.

An extraordinary general meeting of shareholders of FPS shall be convened in order to deliberate about and approve the Merger Proposals. Unless shareholders of FIDELITY FUNDS holding at least 5 % of the shares outstanding of FIDELITY FUNDS so require, the merger will be effected without decision of an extraordinary general meeting of shareholders of FIDELITY FUNDS.

These Merger Proposals have been approved by the board of directors of FPS and FIDELITY FUNDS on 9th April 1997.

Luxembourg, 14th April, 1997.

By order of the board of directors
J. Hamilius

Enregistré à Luxembourg, le 15 avril 1997, vol. 491, fol. 46, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13360/260/89) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 1997.

GEOROSE 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.

R. C. Luxembourg B 42.583.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée GEOROSE 1, avec siège social à Mamer, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 18 décembre 1992, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 148 du 6 avril 1993.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Paul Marx, docteur en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette, qui désigne comme secrétaire, Madame Myriam Schmit, employée privée, demeurant à Kehlen.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à B-Chantemelle.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital social à concurrence de quatre millions de francs luxembourgeois (4.000.000,- LUF), pour le porter de sept millions cinq cent mille francs luxembourgeois (7.500.000,- LUF) à onze millions cinq cent mille francs luxembourgeois (11.500.000,- LUF) par la création de quatre mille (4.000) parts nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts anciennes.

2) Acceptation, par Madame Annette Goedert-Stoffel, de l'augmentation du capital prévue au premier point et sa renonciation à tout droit de souscription préférentiel.

3) Souscription et libération des quatre mille (4.000) parts nouvelles par la société anonyme GEOFINANCE, S.à r.l., par un versement en espèces de quatre millions de francs luxembourgeois (4.000.000,- LUF).

4) Modification afférente de l'article 6 des statuts.

II. - Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des associés représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant, par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre millions de francs luxembourgeois (4.000.000,- LUF), pour le porter de sept millions cinq cent mille francs luxembourgeois (7.500.000,- LUF) à onze millions cinq cent mille francs luxembourgeois (11.500.000,- LUF) par la création de quatre mille (4.000) parts nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts anciennes.

Souscription – Libération

L'associée minoritaire, à savoir Madame Annette Goedert-Stoffel, renonçant à son droit de souscription préférentiel, est alors intervenue aux présentes:

GEOFINANCE, société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social à Mamer, ici représentée par Monsieur Paul Marx, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Mamer, le 20 décembre 1996, laquelle société déclare souscrire les quatre mille (4.000) parts sociales nouvelles.

Les quatre mille (4.000) parts sociales ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de quatre millions de francs luxembourgeois (4.000.000,- LUF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à onze millions cinq cent mille francs luxembourgeois (11.500.000,- LUF), représenté par onze mille cinq cents (11.500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, qui ont été souscrites comme suit:

1. GEOFINANCE, S.à r.l., avec siège social à Mamer, onze mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf parts sociales	11.499
2. Madame Annette Goedert-Stoffel, pharmacienne, demeurant à Mamer, une part sociale	1
Total: onze mille cinq cents parts sociales	11.500»

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, à environ soixante-dix mille francs (70.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Marx, M. Schmit, A. Braquet, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 1996, vol. 95S, fol. 72, case 8. – Reçu 40.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04198/220/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

GEOROSE 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.

R. C. Luxembourg B 42.582.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04199/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

GEOROSE 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.

R. C. Luxembourg B 42.584.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée GEOROSE 2, avec siège social à Mamer, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 18 décembre 1992, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 148 du 6 avril 1993.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Paul Marx, docteur en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette, qui désigne comme secrétaire, Mademoiselle Monique Putz, employée privée, demeurant à Bettel.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à B-Chantemelle.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital social à concurrence de cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF), pour le porter de six millions cinq cent mille francs luxembourgeois (6.500.000,- LUF) à onze millions cinq cent mille francs luxembourgeois (11.500.000,- LUF), par la création de cinq mille (5.000) parts nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts anciennes.

2) Acceptation, par Madame Annette Goedert-Stoffel, de l'augmentation du capital prévue au premier point et sa renonciation à tout droit de souscription préférentiel.

3) Souscription et libération des cinq mille (5.000) parts nouvelles par la société anonyme GEOFINANCE, S.à r.l. par versement en espèces de cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF).

4) Modification afférente de l'article 6 des statuts.

II.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des associés représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant, par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF), pour le porter de six millions cinq cent mille francs luxembourgeois (6.500.000,- LUF) à onze millions cinq cent mille francs luxembourgeois (11.500.000,- LUF), par la création de cinq mille (5.000) parts nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts anciennes.

Souscription – Libération

L'associée minoritaire, à savoir Madame Annette Goedert-Stoffel, renonçant à son droit de souscription préférentiel, est alors intervenue aux présentes:

GEOFINANCE, société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social à Mamer, ici représentée par Monsieur Paul Marx, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Mamer, le 20 décembre 1996, laquelle société déclare souscrire cinq mille (5.000) parts sociales nouvelles.

Les cinq mille (5.000) parts sociales ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à onze millions cinq cent mille francs luxembourgeois (11.500.000,- LUF), représenté par onze mille cinq cents (11.500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, qui ont été souscrites comme suit:

1. GEOFINANCE, S.à r.l., avec siège social à Mamer,	
onze mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf parts sociales	11.499
2. Madame Annette Goedert-Stoffel, pharmacienne, demeurant à Mamer, une part sociale	1
Total: onze mille cinq cents parts sociales	11.500»

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, à environ quatre-vingt mille francs (80.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Marx, M. Putz, A. Braquet, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 1996, vol. 95S, fol. 72, case 9. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04200/220/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

GEOROSE 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.
R. C. Luxembourg B 42.584.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04201/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

GEOROSE 3, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.
R. C. Luxembourg B 42.585.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-trois décembre.
Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée GEOROSE 3, avec siège social à Mamer, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 18 décembre 1992, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 148 du 6 avril 1993.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Paul Marx, docteur en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette, qui désigne comme secrétaire, Madame Christiane Tunsch, employée privée, demeurant à Beringen/Mersch.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à B-Chantemelle.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital social à concurrence de deux millions de francs luxembourgeois (2.000.000,- LUF), pour le porter de trois millions de francs luxembourgeois (3.000.000,- LUF) à cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF), par la création de deux mille (2.000) parts nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts anciennes.

2) Acceptation, par Madame Annette Goedert-Stoffel, de l'augmentation du capital prévue au premier point et sa renonciation à tout droit de souscription préférentiel.

3) Souscription et libération des deux mille (2.000) parts nouvelles par la société anonyme GEOFINANCE, S.à r.l. par versement en espèces de deux millions de francs luxembourgeois (2.000.000,- LUF).

4) Modification afférente de l'article 6 des statuts.

II.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des associés représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant, par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux millions de francs luxembourgeois (2.000.000,- LUF), pour le porter de trois millions de francs luxembourgeois (3.000.000,- LUF) à cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF), par la création de deux mille (2.000) parts nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts anciennes.

Souscription – Libération

L'associée minoritaire, à savoir Madame Annette Goedert-Stoffel, renonçant à son droit de souscription préférentiel, est alors intervenue aux présentes:

GEOFINANCE, société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social à Mamer, ici représentée par Monsieur Paul Marx, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Mamer, le 20 décembre 1996, laquelle société déclare souscrire deux mille (2.000) parts sociales nouvelles.

Les deux mille (2.000) parts sociales ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de deux millions de francs luxembourgeois (2.000.000,- LUF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF), représenté par cinq mille (5.000) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, qui ont été souscrites comme suit:

1. GEOFINANCE, S.à r.l., avec siège social à Mamer, quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf parts sociales	4.999
2. Madame Annette Goedert-Stoffel, pharmacienne, demeurant à Mamer, une part sociale	1
Total: cinq mille parts sociales	5.000»

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, à environ cinquante mille francs (50.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Marx, C. Tunsch, A. Braquet, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 1996, vol. 95S, fol. 72, case 10. – Reçu 20.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04202/220/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

GEOROSE 3, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.

R. C. Luxembourg B 42.585.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04203/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

GEOROSE 4, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.

R. C. Luxembourg B 42.586.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée GEOROSE 4, avec siège social à Mamer, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 18 décembre 1992, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 148 du 6 avril 1993.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Paul Marx, docteur en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette, qui désigne comme secrétaire, Madame Irène Keilen, employée privée, demeurant à Moesdorf.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à B-Chantemelle.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital social à concurrence de quatre millions de francs luxembourgeois (4.000.000,- LUF), pour le porter de cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF) à neuf millions de francs luxembourgeois (9.000.000,- LUF), par la création de quatre mille (4.000) parts nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts anciennes.

2) Acceptation, par Madame Annette Goedert-Stoffel, de l'augmentation du capital prévue au premier point et sa renonciation à tout droit de souscription préférentiel.

3) Souscription et libération des quatre mille (4.000) parts nouvelles par la société anonyme GEOFINANCE, S.à r.l. par un versement en espèces de quatre millions de francs luxembourgeois (4.000.000,- LUF).

4) Modification afférente de l'article 6 des statuts.

II.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau et le

notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des associés représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant, par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre millions de francs luxembourgeois (4.000.000,- LUF), pour le porter de cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF) à neuf millions de francs luxembourgeois (9.000.000,- LUF), par la création de quatre mille (4.000) parts nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts anciennes.

Souscription – Libération

L'associée minoritaire, à savoir Madame Annette Goedert-Stoffel, renonçant à son droit de souscription préférentiel, est alors intervenue aux présentes:

GEOFINANCE, société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social à Mamer, ici représentée par Monsieur Paul Marx, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Mamer, le 20 décembre 1996, laquelle société déclare souscrire quatre mille (4.000) parts sociales nouvelles.

Les quatre mille (4.000) parts sociales ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de quatre millions de francs luxembourgeois (4.000.000,- LUF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à onze millions cinq cent mille francs luxembourgeois (11.500.000,- LUF), représenté par onze mille cinq cents (11.500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, qui ont été souscrites comme suit:

1. GEOFINANCE, S.à r.l., avec siège social à Mamer,	
huit mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf parts sociales	8.999
2. Madame Annette Goedert-Stoffel, pharmacienne, demeurant à Mamer, une part sociale	1
Total: neuf mille parts sociales	9.000»

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, à environ soixante-dix mille francs (70.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Marx, I. Keilen, A. Braquet, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 1996, vol. 95S, fol. 72, case 11. – Reçu 40.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04204/220/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

GEOROSE 4, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.

R. C. Luxembourg B 42.586.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04205/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

GEOROSE 5, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.
R. C. Luxembourg B 42.587.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-trois décembre.
Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée GEOROSE 5, avec siège social à Mamer, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 18 décembre 1992, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 148 du 6 avril 1993.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Paul Marx, docteur en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette, qui désigne comme secrétaire, Madame Myriam Schmit, employée privée, demeurant à Kehlen.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à B-Chantemelle.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital social à concurrence de trois millions cinq cent mille francs luxembourgeois (3.500.000,- LUF), pour le porter de six millions de francs luxembourgeois (6.000.000,- LUF) à neuf millions cinq cent mille francs luxembourgeois (9.500.000,- LUF), par la création de trois mille cinq cents (3.500) parts nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts anciennes.

2) Acceptation, par Madame Annette Goedert-Stoffel, de l'augmentation du capital prévue au premier point et sa renonciation à tout droit de souscription préférentiel.

3) Souscription et libération des trois mille cinq cents (3.500) parts nouvelles par la société anonyme GEOFINANCE, S.à r.l. par un versement en espèces de trois millions cinq cent mille francs luxembourgeois (3.500.000,- LUF).

4) Modification afférente de l'article 6 des statuts.

II.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des associés représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant, par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de trois millions cinq cent mille francs luxembourgeois (3.500.000,- LUF), pour le porter de six millions de francs luxembourgeois (6.000.000,- LUF) à neuf millions cinq cent mille francs luxembourgeois (9.500.000,- LUF), par la création de trois mille cinq cents (3.500) parts nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts anciennes.

Souscription – Libération

L'associée minoritaire, à savoir Madame Annette Goedert-Stoffel, renonçant à son droit de souscription préférentiel, est alors intervenue aux présentes:

GEOFINANCE, société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social à Mamer,

ici représentée par Monsieur Paul Marx, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Mamer, le 20 décembre 1996,

laquelle société déclare souscrire trois mille cinq cents (3.500) parts sociales nouvelles.

Les trois mille cinq cents (3.500) parts sociales ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de trois millions cinq cent mille francs luxembourgeois (3.500.000,- LUF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à neuf millions cinq cent mille francs luxembourgeois (9.500.000,- LUF), représenté par neuf mille cinq cents (9.500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, qui ont été souscrites comme suit:

1. GEOFINANCE, S.à r.l., avec siège social à Mamer, neuf mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf parts sociales	9.499
2. Madame Annette Goedert-Stoffel, pharmacienne, demeurant à Mamer, une part sociale	1
Total: neuf mille cinq cents parts sociales	9.500»

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, à environ soixante-cinq mille francs (65.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Marx, M. Schmit, A. Braquet, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 1996, vol. 95S, fol. 72, case 12. – Reçu 35.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04206/220/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

GEOROSE 5, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.

R. C. Luxembourg B 42.587.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04207/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

PROMEDENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4137 Esch-sur-Alzette, 35, rue de l'Hôpital.

R. C. Luxembourg B 21.735.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 1997, vol. 488, fol. 70, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 23 janvier 1997.

A. Hamling
Associé-Gérant

(04249/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

SCATLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.

R. C. Luxembourg B 47.366.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 24 janvier 1997, vol. 488, fol. 100, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 1997.

SCATLUX S.A.
FIDUCIAIRE MANACO S.A.
Signature

(04254/545/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

SCATLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.

R. C. Luxembourg B 47.366.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale statutaire du 26 avril 1996

Messieurs A. De Bernardi, L. Bonani et C. Galaverni sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. Monsieur A. Schaus est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leur mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 1999.

Pour extrait sincère et conforme
SCATLUX S.A.
FIDUCIAIRE MANACO S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 1997, vol. 488, fol. 100, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04255/545/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

RESTAURATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11C, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 11.912.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 16 janvier 1997, vol. 305, fol. 32, case 12/1 - 12/2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

T. Glaesener
Gérant

(04251/715/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

WALTER SCHMITT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4631 Differdange, 13, rue des Mines.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Echternach, le 16 janvier 1997, vol. 131, fol. 1, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 23 janvier 1997.

Signatures.

(04256/551/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

SKYCOM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5433 Niederdonven, 32, rue des Romains.
R. C. Luxembourg B 49.002.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 1997, vol. 488, fol. 72, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 1997.

SKYCOM, S.à r.l.

(04261/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

SKYCOM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5433 Niederdonven, 32, rue des Romains.
R. C. Luxembourg B 49.002.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 1997, vol. 488, fol. 72, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 1997.

SKYCOM, S.à r.l.

(04262/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

SITA, SOCIETE INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS AERONAUTIQUES.

Siège social: L-1360 Luxembourg, Luxembourg Aéroport, Luxair - Cargo Center, Bureaux J2075-2077 - 2^e étage.

Il résulte d'une décision du conseil d'administration de SITA, société coopérative de droit belge avec siège à B-1140 Bruxelles, 14, avenue Henri Matisse que les bureaux de son établissement à Luxembourg sont transférés à l'adresse suivante avec effet au 1^{er} janvier 1997:

Luxair - Cargo Center, Bureaux J2075-2077 - 2^e étage, Luxembourg Aéroport, L-1360 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 1997, vol. 488, fol. 93, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04260/549/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

U.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.
R. C. Luxembourg B 43.926.

Les comptes annuels au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 1997, vol. 488, fol. 100, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour U.P. S.A.
FIDUCIAIRE MANACO S.A.
Signature

(04278/545/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

PEIPERLECK S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 47.642.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 1997, vol. 488, fol. 92, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 1997.

Pour PEIPERLECK S.A.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

S. Wallers

P. Frederic

(04245/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

ROSE HILL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 49.325.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 1997, vol. 488, fol. 101, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Signature.

(04253/727/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

TIFY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 39.125.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 mai 1997 à 11.00 heures à Luxembourg au siège social pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation du rapport de vérification du commissaire pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 1996.
2. Approbation des comptes annuels pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 1996.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire.
5. Elections statutaires.
6. Divers.

I (01574/000/17)

Le Conseil d'Administration.

FITEMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 46.214.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 9 mai 1997 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1996.
4. Confirmation des mandats.
5. Divers.

I (01658/005/16)

Le Conseil d'Administration.

FITEMA PARTICIPATIONS S.C.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 49.026.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 9 mai 1997 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil de Surveillance et de Gérance.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner à la Gérance et au Conseil de Surveillance pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1996.
4. Divers.

I (01643/005/15)

*Le Conseil d'Administration.***KADER S.A. HOLDING, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3b, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 32.884.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société KADER S.A. HOLDING, Société Anonyme qui se tiendra le 13 mai 1997 à 16.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1996;
- Affectation du résultat au 31 décembre 1996;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

I (01648/531/18)

*Le Conseil d'Administration.***S.L. INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 53.009.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de la S.L. INVESTMENTS S.A., Société Anonyme qui se tiendra le jeudi 15 mai 1997 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01662/009/18)

*Le Conseil d'Administration.***UNIT INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 30.253.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de UNIT INVESTMENTS S.A., Société Anonyme qui se tiendra le jeudi 15 mai 1997 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations Statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01673/009/19)

Le Conseil d'Administration.

DEYA S.A., Société commerciale de participation.
Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 26.285.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *12 mai 1997* à 11.00 heures au siège social, 19-21, boulevard du Prince Henri, 1724 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clos au 31 décembre 1996 et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1996;
2. affectation de résultats de l'exercice;
3. décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. nominations statutaires;
5. divers.

Les actionnaires désirant assister à l'assemblée générale doivent déposer leurs actions 5 jours francs avant l'assemblée générale auprès de la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, 19-21, boulevard du Prince Henri, 1724 Luxembourg.

I (01375/755/19)

Le Conseil d'Administration.

RODENBER S.A. HOLDING, Société Anonyme.
Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 50.731.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *13 mai 1997* à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a) Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1996.
- b) Rapport du Commissaire de Surveillance.
- c) Lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1996.
- d) Affectation du résultat.
- e) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire de Surveillance.
- f) Divers.

I (01467/045/17)

Le Conseil d'Administration.

BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, Société Anonyme.
Siège social: L-2951 Luxembourg, 50, avenue John F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 6.481.

Nous prions Mesdames et Messieurs les actionnaires de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 50, avenue John F. Kennedy, le jeudi *15 mai 1997* à 11.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration;
2. Approbation des comptes annuels et des comptes consolidés de l'exercice 1996;
3. Affectation des résultats;
4. Décharge à donner aux administrateurs;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

En application de l'article 27 des statuts de la banque, les actionnaires désireux d'assister à l'Assemblée Générale devront effectuer le dépôt et demander le blocage de leurs actions au plus tard pour le 7 mai 1997 auprès des banques suivantes:

- au Luxembourg: au siège social et aux agences de la société,
- en Belgique: aux sièges, succursales et agences de la GENERALE DE BANQUE S.A.,
- en Suisse: au siège social de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG (SUISSE) S.A. à Zurich,
- en Allemagne: à la succursale de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A. à Francfort.

Les procurations devront être déposées au siège social au plus tard le 7 mai 1997.

I (01783/004/27)

Le Conseil d'Administration.

ACUAZAHARA (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 52.142.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21 mai 1997 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1996 et affectation des résultats;
3. Quitus aux Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

I (01533/657/16)

ANLAGEN UND BETEILIGUNGS A.G., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 3, avenue Pasteur.
H. R. Luxemburg B 41.120.

Die Herren Aktieninhaber werden hierdurch eingeladen der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am 9. Mai 1997 um 16.00 Uhr am Gesellschaftssitz stattfindet, beizuwohnen.

Tagesordnung:

1. Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars per 30. September 1996.
2. Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 30. September 1996, sowie Zuteilung des Resultats.
3. Entlastung an den Verwaltungsrat und den Kommissar per 30. September 1996.
4. Statutorische Ernennung.
5. Verschiedenes.

I (01641/005/16)

Der Verwaltungsrat.

TECHNOLOGY VENTURE PARTNERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 40.985.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 9 mai 1997 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1996.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (01642/005/16)

Le Conseil d'Administration.

PLACINDUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 31.182.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 26 mai 1997 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.

L'assemblée générale ordinaire du 20 février 1997 n'a pas pu délibérer sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 26 mai 1997 délibérera quelle que soit la portion du capital représentée.

I (01776/534/15)

Le Conseil d'Administration.

DODOMAR IMMO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R. C. Luxembourg B 34.857.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *12 mai 1997* à 14.00 heures au siège social de la société et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes
- approbation des bilan et compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1996
- affectation du résultat
- quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
- décision à prendre en conformité avec l'article 100 de la loi du 10 août 1915
- divers

I (00744/560/16)

Le Conseil d'Administration.

MECAFINA, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 8.511.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *14 mai 1997* à 15.00 heures à l'Immeuble de l'Indépendance de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., au 69, route d'Esch, Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Divers.

I (01197/006/15)

Le Conseil d'Administration.

BRISEIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 46.179.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *20 mai 1997* à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

I (01214/534/16)

Le Conseil d'Administration.

CARCANI, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 52.756.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *21 mai 1997* à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

I (01215/534/16)

Le Conseil d'Administration.

HOLDOR, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 39.815.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 20 mai 1997 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

I (01224/534/16)

Le Conseil d'Administration.

ORAMALUX, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 44.242.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 20 mai 1997 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

I (01234/534/16)

Le Conseil d'Administration.

RIGAMONT INVESTMENTS, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 50.374.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 21 mai 1997 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

I (01240/534/16)

Le Conseil d'Administration.

NITLUX A.G., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.
H. R. Luxemburg B 19.359.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 13. Mai 1997 um 11.00 Uhr in Luxemburg, am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebnisuweisung per 31. Dezember 1996
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
4. Neuwahlen
5. Verschiedenes.

I (01308/534/17)

Der Verwaltungsrat.

ZITA S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 55.760.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 15.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

II (00945/526/15)

Le Conseil d'Administration.

CORYLUS S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 23.032.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 28 avril 1997 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Divers.

II (00952/526/16)

Le Conseil d'Administration.

BELMOCO S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 42.564.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 16.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 1994, 1995 et 1996
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Divers.

II (00988/526/15)

Le Conseil d'Administration.

CHEFICOMIN, Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 7.537.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 5 mai 1997 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Chaque actionnaire devra, pour être admis à l'assemblée, effectuer le dépôt de ses titres au porteur au siège social ou auprès d'un établissement bancaire de premier ordre, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée.

II (01217/534/18)

Le Conseil d'Administration.

CDE, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 21.662.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 mai 1997 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

II (01216/534/16)

Le Conseil d'Administration.

JANES, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 21.969.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 mai 1997 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

II (01227/534/16)

Le Conseil d'Administration.

LBE, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 22.001.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 mai 1997 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

II (01230/534/16)

Le Conseil d'Administration.

POINSETIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 35.680.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 7 mai 1997 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

II (01238/534/16)

Le Conseil d'Administration.

GROUPE ASSURGARANTIE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R. C. Luxembourg B 48.785.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 2 mai 1997 à 15.00 heures au siège social de la société et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes
- Approbation des bilan et compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1996
- Affectation du résultat
- Quitus à donner aux administrateurs et commissaire aux comptes
- Décision à prendre en conformité avec l'article 100 de la loi du 10 août 1915
- Divers

II (00763/560/16)

Le Conseil d'Administration.

NIRAMORE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 44.463.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

II (00935/526/14)

Le Conseil d'Administration.

CHRONOS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 25.531.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Divers.

II (00936/526/16)

Le Conseil d'Administration.

VOLEFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 38.822.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 13.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

II (00944/526/15)

Le Conseil d'Administration.

TRANSNEPTUNE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 55.512.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

II (01112/526/14)

Le Conseil d'Administration.

MERCK-FINANZ AG, Société Anonyme.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 2, boulevard Royal.
H. R. Luxemburg B 9.108.

Die Aktionäre werden hiermit zu der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

welche am 2. Mai 1997 um 11.00 Uhr im Gebäude «l'Indépendance» der BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, in Luxembourg-Hollerich stattfinden wird, eingeladen.

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und des Geschäftsberichtes für das Jahr 1996, sowie des Berichtes des Aufsichtskommissars;
2. Annahme der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 1996;
3. Beschlussfassung über die Tätigkeit des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars, mit anschließender Entlastung;
4. Statutarische Ernennung;
5. Verschiedenes.

II (01199/006/18)

Der Verwaltungsrat.

BENODEC, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 21.979.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 mai 1997 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

II (01213/534/16)

Le Conseil d'Administration.

EREMIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 4.664.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 14.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

II (00987/526/14)

Le Conseil d'Administration.

SOLUXTER, SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE TERRASSEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 49.140.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le vendredi 2 mai 1997 à 14.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 1996.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996 et affectation des résultats.
3. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Nomination statutaire.
6. Divers.

II (01339/008/19)

Le Conseil d'Administration.

PHOTON INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 46.984.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le vendredi 2 mai 1997 à 15.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur les exercices clôturant les 31 décembre 1995 et 31 décembre 1996.
2. Approbation des bilans et des comptes de pertes et profits aux 31 décembre 1995 et 31 décembre 1996 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Démission du Commissaire aux Comptes et nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes.
5. Divers.

II (01348/008/18)

Le Conseil d'Administration.

ADEN INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 54.815.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de ADEN INVEST S.A., Société Anonyme qui se tiendra le mardi 6 mai 1997 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (01353/009/18)

Le Conseil d'Administration.

ARMEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 51.296.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers.

II (01338/029/19)

*Le Conseil d'Administration.***CHH FINANCIERE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 46.057.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers.

II (01335/029/19)

*Le Conseil d'Administration.***CATALUX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 48.769.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers.

II (01336/029/19)

*Le Conseil d'Administration.***CASSANDRA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 35.853.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers.

II (01337/029/19)

Le Conseil d'Administration.

TRANSMEX S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 43.428.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 9.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur
6. Nominations statutaires
7. Divers.

II (01326/029/20)

Le Conseil d'Administration.

SOCIETE D'INVESTISSEMENTS HYPOTENUSE, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 37.966.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995 et au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
7. Divers.

II (01328/029/20)

Le Conseil d'Administration.

CASH INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 29.196.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de CASH INVEST, SICAV, se tiendra à la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, 50, avenue J.F. Kennedy, Luxembourg, le 2 mai 1997 à 15.30 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 1996.
2. Lecture du rapport du Réviseur d'Entreprises.
3. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 1996.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actions présentes ou représentées.

Les propriétaires d'actions au porteur qui souhaitent prendre part à l'assemblée générale ordinaire devront effectuer le dépôt et demander le blocage de leurs actions cinq jours au moins avant l'assemblée, au siège social de la société ou auprès de:

- la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, 50, avenue J.F. Kennedy à Luxembourg.

II (01408/584/24)

Le Conseil d'Administration.

GULIA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, avenue du X Septembre.
R. C. Luxembourg B 42.130.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi, le 5 mai 1997 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

II (01418/000/15)

Le Conseil d'Administration.

INTERNATIONAL CONSTRUCTING HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 28.114.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 1^{er} mai 1997 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1996.
4. Divers.

II (01421/005/16)

Le Conseil d'Administration.

ZORK S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 50.110.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1996.
4. Divers.

II (01422/005/16)

Le Conseil d'Administration.

ARBONNE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 10.069.

The shareholders are convened hereby to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

of the company, which will be held at the head office, on 2 May 1997 at 11.00 a.m.

Agenda:

1. To approve the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor at 31 December 1996.
2. To approve the balance sheet as at 31 December 1996, and profit and loss statement as at 31 December 1996.
3. Discharge to the Directors and the Statutory Auditor in respect of the carrying out of their duties during the fiscal year ending 31 December 1996.
4. Statutory Elections.
5. Miscellaneous.

II (01424/005/17)

The Board of Directors.

FINHOLDING PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 27.980.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu le 2 mai 1997 à 16.00 heures à Luxembourg, au siège social, 40, boulevard Joseph II, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Les Actionnaires qui désirent assister à cette assemblée sont priés de déposer leurs parts sociales cinq jours francs avant l'assemblée au siège social de la société.

II (01459/550/20)

Le Conseil d'Administration.

VALORINVEST, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: Luxembourg, 11 rue Aldringen.
H. R. Luxemburg B 53.010.

Die Aktionäre der SICAV VALORINVEST werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

einberufen, welche am Sitz der Gesellschaft am 2. Mai 1997 um 11.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

Tagesordnung:

1. Billigung des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates sowie des Berichtes des Wirtschaftsprüfers;
2. Genehmigung des Jahresabschlusses mit Anlagen zum 31. Dezember 1996;
3. Entlastung an die Verwaltungsratsmitglieder für das abgelaufene Geschäftsjahr;
4. Verschiedenes.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefaßt. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen. Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

II (01554/755/18)

Der Verwaltungsrat.

FINTILES INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 44.936.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

II (00937/526/14)

Le Conseil d'Administration.

ADAMAS INVESTMENT FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 40.575.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de notre société, qui aura lieu le 2 mai 1997 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996 et de l'affectation des résultats.

3. Décharge à donner aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1996.
4. Réélection des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises pour un nouveau terme d'un an.
5. Divers.

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la simple majorité des actions présentes ou représentées à l'Assemblée. Chaque action donne droit à un vote. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée.

II (01578/755/19)

Le Conseil d'Administration.

SOK, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 53.046.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers.

II (01327/029/19)

Le Conseil d'Administration.

SOCEPAL, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 42.536.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur
6. Nominations statutaires
7. Divers.

II (01329/029/20)

Le Conseil d'Administration.

VIRDAN, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 41.242.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 5 mai 1997 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels au 31 décembre 1995 et au 31 décembre 1996 et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes y relatifs;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995 et au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
6. Divers.

II (01245/534/18)

Le Conseil d'Administration.

AMAD HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 30.885.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 5 mai 1997 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1996 et affectation des résultats.
3. Quitus des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (01294/657/16)

MICHIGAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 29.294.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers.

II (01330/029/19)

Le Conseil d'Administration.

MATISSE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 52.513.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 15.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers.

II (01331/029/19)

Le Conseil d'Administration.

LAGO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 30.125.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur
6. Nominations statutaires
7. Divers.

II (01333/029/20)

*Le Conseil d'Administration.***ELECTROFINA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 21.449.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 mai 1997 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur
6. Nominations statutaires
7. Divers.

II (01334/029/20)

*Le Conseil d'Administration.***TARTUFFO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 45.198.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

II (00938/526/14)

*Le Conseil d'Administration.***ECUPAR, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 22.918.

Nous vous prions de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de ECUPAR, Société d'Investissement à Capital Variable, qui sera tenue au siège social, 10A, boulevard Royal, Luxembourg, le mardi 6 mai 1997 à 16.00 heures, et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- (1) Rapport de gestion du Conseil d'Administration pour l'exercice clos au 31 décembre 1996.
- (2) Rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 1996.
- (3) Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1996.
- (4) Affectation du bénéfice de la Société.
- (5) Quitus aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat.
- (6) Ratifier la nomination de M. Charles Hamer au poste d'Administrateur en remplacement de M. Jean Peynichou, démissionnaire.

- (7) Renouveler le mandat de M. F. Durinck et M. R. Greindl, Administrateurs sortants désignés par tirage au sort conformément à l'article 12 des statuts.
- (8) Démission d'un Administrateur et réduction du nombre d'Administrateurs en fonction.
- (9) Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises.
- (10) Divers.

La présente convocation et une formule de procuration ont été envoyées à tous les actionnaires nominatifs inscrits au 23 avril 1997.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé pour le 30 avril 1997, leurs titres, soit au siège social de la société, soit aux guichets des établissements suivants, où des formules de procuration sont disponibles:

- en Belgique: BANQUE PARIBAS BELGIQUE S.A.
W.T.C. - Boulevard Emile Jacqmain 162, 1000 Bruxelles;
CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE S.A.
44, Boulevard Pachéco, 1000 Bruxelles;
BACOB BANQUE S.C.
25, rue de Trêve, 1040 Bruxelles;
- au Luxembourg: BANQUE PARIBAS LUXEMBOURG
10A, boulevard Royal, Luxembourg;
BANQUE CONTINENTALE DU LUXEMBOURG S.A.
2, boulevard Emmanuel Servais, Luxembourg.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent informer par écrit (lettre ou procuration) le Conseil d'Administration, au plus tard 24 heures avant, à savoir le 5 mai 1997, de leur intention d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée.

II (01050/755/42)

Pour le Conseil d'Administration.

FRASER HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 44.565.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

II (00950/526/14)

Le Conseil d'Administration.

ABC REAL ESTATE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 54.877.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 9.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

II (00951/526/14)

Le Conseil d'Administration.